

iram

RAPPORT  
ANNUEL

2022



# Sommaire

## ✱ NOTRE IDENTITÉ ET NOTRE APPROCHE

Une expertise indépendante, éthique et exigeante .....	4
Organigramme de l'équipe .....	6
L'Iram, une organisation apprenante .....	7

## ✱ PANORAMA GLOBAL DES ACTIVITÉS 2022 .....

## ✱ NOS ACTIVITÉS, PAR AXE STRUCTURANT

Contribuer au renforcement de la durabilité et de la résilience des systèmes de productions .....	12
---	----

Contribuer au renforcement de la durabilité et de la résilience des systèmes pastoraux .....	15
--	----

Contribuer à protéger les populations vulnérables des risques alimentaires et nutritionnels .....	18
---	----

Contribuer à un développement et un aménagement plus durable et concerté des territoires .....	21
--	----

Soutenir la viabilité de filières porteuses de progrès sociaux, économiques et environnementaux .....	24
---	----

Lutter contre les inégalités liées au genre et à la jeunesse .....	27
--	----

Appui aux stratégies et instruments de coopération .....	30
--	----

## ✱ RAPPORT FINANCIER .....

## ✱ PARTENAIRES .....

## ✱ NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS .....

## Éditorial

2022 a constitué une année importante pour l'implication de l'Iram en République centrafricaine. Les activités de l'Iram y sont anciennes. Elles ont démarré dès les années 1960, à travers l'animation rurale, et se sont fortement intensifiées à la suite de la crise de 2013, pour se concentrer notamment sur la partie Ouest du pays, dans une approche de développement local intégré : à travers le renforcement de capacités des acteurs locaux et nationaux, dans un objectif de développement économique et de cohésion sociale.

En 2022, les activités de l'Iram en RCA représentaient une part importante de notre volume opérationnel. Un pic, mais aussi un tournant car l'année 2022 a marqué la fin de deux projets - le Projet d'appui au secteur de la microfinance et le Programme de résilience rurale et création d'emplois, tous les deux financés par le fonds Bêkou (cf. page 14). En 2023, c'est le projet I Yeke Oko, financé par l'AFD et visant le développement des territoires impactés par les déplacements de populations en République centrafricaine et au Cameroun, qui touchera à sa fin.

Dans un contexte géopolitique et diplomatique tendu, les opportunités de prolongation des appuis au développement sont incertaines. Ce contexte et les conditions sécuritaires toujours très précaires fragilisent la pérennité des actions menées.

Dans ce domaine, la République centrafricaine ne fait malheureusement pas exception. La dégradation des relations entre le Mali et la France a en effet conduit, fin novembre 2022, à l'interdiction de toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France.

Si l'Iram menait relativement peu d'activités au Mali, cette décision a toutefois fortement impacté la mise en œuvre du Projet 3 Frontières qui vise à appuyer le développement socio-économique et à renforcer la cohésion sociale dans les territoires transfrontaliers du Burkina Faso, du Mali et du Niger, où l'aggravation de l'insécurité rendait déjà toute intervention très difficile. Les activités mises en œuvre par AVSF, opérateur du projet 3 Frontières au Mali, ont dû être arrêtées, de même que les activités régionales prévues sur le territoire malien.

Comment continuer dans de telles conditions à appuyer des processus de développement ? Quels

positionnements et quels modes opératoires adopter afin de garantir la sécurité de nos équipes et de nos partenaires ainsi que la pertinence et la durabilité de nos actions ?

L'Iram a pu s'appuyer sur ses relations partenariales de longue date pour réfléchir à ces enjeux. Des dynamiques de partage d'expériences et de débat ont ainsi conduit à l'organisation de deux événements importants début 2023. Le 17 janvier 2023 a eu lieu la Journée d'étude du Groupe Initiatives sur les interventions en zones de crises, dont la préparation a été coordonnée par le Gret et l'Iram. Le 8 février 2023 à Bangui s'est tenue la journée d'études de l'Iram consacrée aux enjeux et défis du développement économique et de la cohésion sociale en République centrafricaine (cf. page 9).

La prise de recul sur le sens de notre action est également au cœur de deux chantiers importants lancés fin 2021 et mobilisant salariés et membres de l'Iram. Le premier porte sur l'histoire et les mémoires de l'Iram. Plusieurs thématiques et périodes seront réinvesties au cours des prochaines années, comme nos actions de développement local dans les zones de crises ou encore l'évolution de l'Iram et du métier d'« expert en développement », mais aussi les questions de genre dans le développement.

Le second concerne un travail de prospective visant à réfléchir au devenir de l'Iram, mais aussi au sens de nos actions et à l'évolution de nos métiers compte tenu des défis climatiques, environnementaux, économiques, sécuritaires, politiques et sociaux, mais aussi des évolutions portant sur l'écosystème de la coopération.

Au-delà de ce chantier, l'Iram continue à s'engager pour aider les acteurs qu'il accompagne à faire face à ces défis, notamment en s'investissant sur l'appui à la mise en place de dispositifs de protection sociale, à la sécurisation de la mobilité pastorale, à l'émergence de systèmes alimentaires équitables et respectueux de la santé humaine et de l'environnement ou encore aux transitions agroécologiques...un thème au cœur de notre journée d'études du 29 juin 2023.

L'année 2023 sera donc elle aussi riche en réflexions, porteuses de sens pour des équipes et des instances associatives dont le renouvellement se poursuit !

Isabelle DROY,  
PRÉSIDENTE DE L'IRAM

# Une expertise indépendante, éthique et exigeante

**L'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram)** est un bureau d'études associatif travaillant dans le domaine de la coopération internationale depuis 1957. À travers ce terme s'exprime un des traits forts de l'identité de l'Iram : la volonté d'associer une expertise indépendante, éthique et exigeante pour un monde plus juste et solidaire.

Notre priorité est de renforcer les capacités des acteurs et des institutions que nous accompagnons. Aussi nous attachons une importance majeure à l'appui aux processus d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies et des politiques publiques, ainsi qu'à la construction de dispositifs de services au profit des acteurs locaux.

## GOVERNANCE ET ÉQUIPE

Le groupe Iram est organisé selon une **structure duale** constitué d'une société par actions simplifiée

unipersonnelle (SASU), Iram Développement, dont l'actionnaire unique est l'association Iram. Le groupe Iram fonde son identité sur un modèle de **gouvernance collective et participative**, impliquant les membres de l'association et les salariés de la SASU.

## L'ASSOCIATION

L'association Iram porte le projet associatif du Groupe et veille à sa mise en œuvre. Elle est composée de trois instances. **L'Assemblée générale**, rassemblant 96 membres, se réunit annuellement pour définir les orientations stratégiques et adopter les rapports statutaires. En 2022, deux personnes salariées de l'Iram ont rejoint l'assemblée générale : Claire-Isabelle Rousseau et Thijs Wissink.

Un **Conseil d'administration** est élu par l'AG tous les quatre ans. Composé de trois membres salariés et

## L'action de l'Iram porte sur trois grands enjeux :

1

LA DURABILITÉ ET LA RÉSILIENCE  
DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

2

LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS  
ET DES DISCRIMINATIONS

3

LA PARTICIPATION DES ACTEURS  
ET ACTRICES DES TERRITOIRES  
AUX PROCESSUS DE DÉCISION  
DU LOCAL AU GLOBAL

## L'Iram agit selon trois grandes modalités :

1

À la demande de divers acteurs, l'Iram fournit **des conseils et de l'appui méthodologique** sur ses thématiques d'intervention, sous la forme de travaux d'étude (diagnostics, études de faisabilité, évaluations, travaux de recherche...), d'assistance technique permanente ou d'accompagnement à distance.

2

L'Iram s'investit dans la **mise en œuvre d'actions de développement sur le long terme** (projets de terrain), à la demande de partenaires techniques et financiers ou sur la base d'actions qu'il a lui-même défini.

3

L'Iram travaille également, en relation étroite avec ses partenaires, avec la recherche et au sein des réseaux dont il est membre, à des travaux de recherche-action, à la **capitalisation de ses expériences** et au **partage des connaissances** tirées de ses activités.

Pour mettre en œuvre cet accompagnement, l'Iram s'appuie sur trois grands principes fondamentaux :

1

**Le sur-mesure pour s'ajuster au contexte et aux acteurs :** il s'agit de privilégier une analyse fine du contexte, en prenant en considération, au-delà d'une approche technique, la nature des rapports sociaux, économiques, environnementaux et politiques afin de proposer des méthodes d'intervention adaptées aux besoins des acteurs et territoires.

Pour cela, l'Iram a la chance de pouvoir s'appuyer sur une équipe pluridisciplinaire, sur ses plus de 60 ans d'intervention, sur ses partenariats inscrits dans la durée et sur la transmission entre générations des connaissances accumulées depuis sa création.

2

**L'ancrage à un réseau de partenaires pour affronter les crises et mutations ensemble :** l'Iram recherche systématiquement la collaboration avec des structures nationales ou régionales, telles que des bureaux d'études ou des ONG, à travers des partenariats privilégiés. Le développement d'une telle stratégie d'alliances vise à mieux appréhender les réalités locales, à renforcer la pérennité des actions entreprises et à étendre la portée politique des résultats obtenus dans le cadre des projets et travaux auxquels contribue l'Iram.

3

**L'intégration du meilleur des innovations technologiques :** l'Iram s'est engagé dans la formation de ses équipes et le développement de compétences en matière de nouvelles technologies (formation et accompagnements à distance, outils numériques de suivi-évaluation, geodata, numérisation de services...), tout en s'efforçant de mener une réflexion sur les intérêts et les limites de tels outils numériques dans le cadre de ses activités.

de sept membres non-salariés, il joue un rôle de suivi rapproché des activités du groupe et de vigilance, par le biais d'appui-conseil, de soutien à certains chantiers, d'animation de l'association, mais aussi en exerçant une veille sur les activités entreprises par le groupe.

Le **Conseil d'analyse stratégique** apporte un regard plus externe sur des enjeux liés à nos contextes et domaines d'intervention et renforce la fonction de veille du conseil d'administration. Sa composition et ses fonctions ont été revues en 2022, afin de redynamiser ce Conseil et de lui permettre d'accompagner d'importantes réflexions en cours sur le devenir de l'Iram (cf. page 8).

## LE BUREAU D'ÉTUDE ET L'ÉQUIPE SALARIÉE

Iram développement est l'entité économique qui emploie l'ensemble de l'équipe, et ainsi soutient la mise en œuvre du projet associatif. Le collectif de l'équipe de salariés est décisionnaire au sujet de la direction, du programme de mise en œuvre du projet associatif, et de l'ensemble des choix et orientations importantes pour le bureau d'étude. L'équipe salariée est composée en 2022 de 40 personnes, dont 12 assurant les fonctions d'appui. Elle est soutenue par un réseau d'experts indépendants dont certains en accompagnement des actions de terrain pluriannuelles.

En 2022, Renée Fresnel et Shandy Guerrier ont rejoint l'équipe en charge de la gestion et de la comptabilité, de même que Lina Amsidder sur les thématiques en lien avec l'élevage et le pastoralisme, Paul Belchi sur la structuration de filières durables, Aurélie Chevillon-Dupleix sur les enjeux de développement local et de décentralisation et Charlotte Secco sur les enjeux de genre.

En 2022, Agnès Lambert et Gilles Goldstein, deux salariés «historiques» de l'Iram ont pris leur retraite après 30 ans au sein de l'équipe. Célia Coronel et Augustin Pallière ont également quitté l'équipe pour d'autres horizons professionnels. Julie Conversy a décidé de prendre un congé sans solde de deux ans afin de travailler comme Responsable Evaluation des politiques publiques à la Direction Générale de la mairie de Gennevilliers. En janvier 2022, la responsabilité du pôle « Acteurs, ressources et territoires » a été confiée à Marion Anvrouin. ✨

## LES MEMBRES DU CA DE L'IRAM



**PRÉSIDENTE :** Isabelle Droy

**TRÉSORIÈRE :** Jacqueline Vilayphonh

**SECRÉTAIRE :** Pascal Babin

**MEMBRES ASSOCIÉS :**

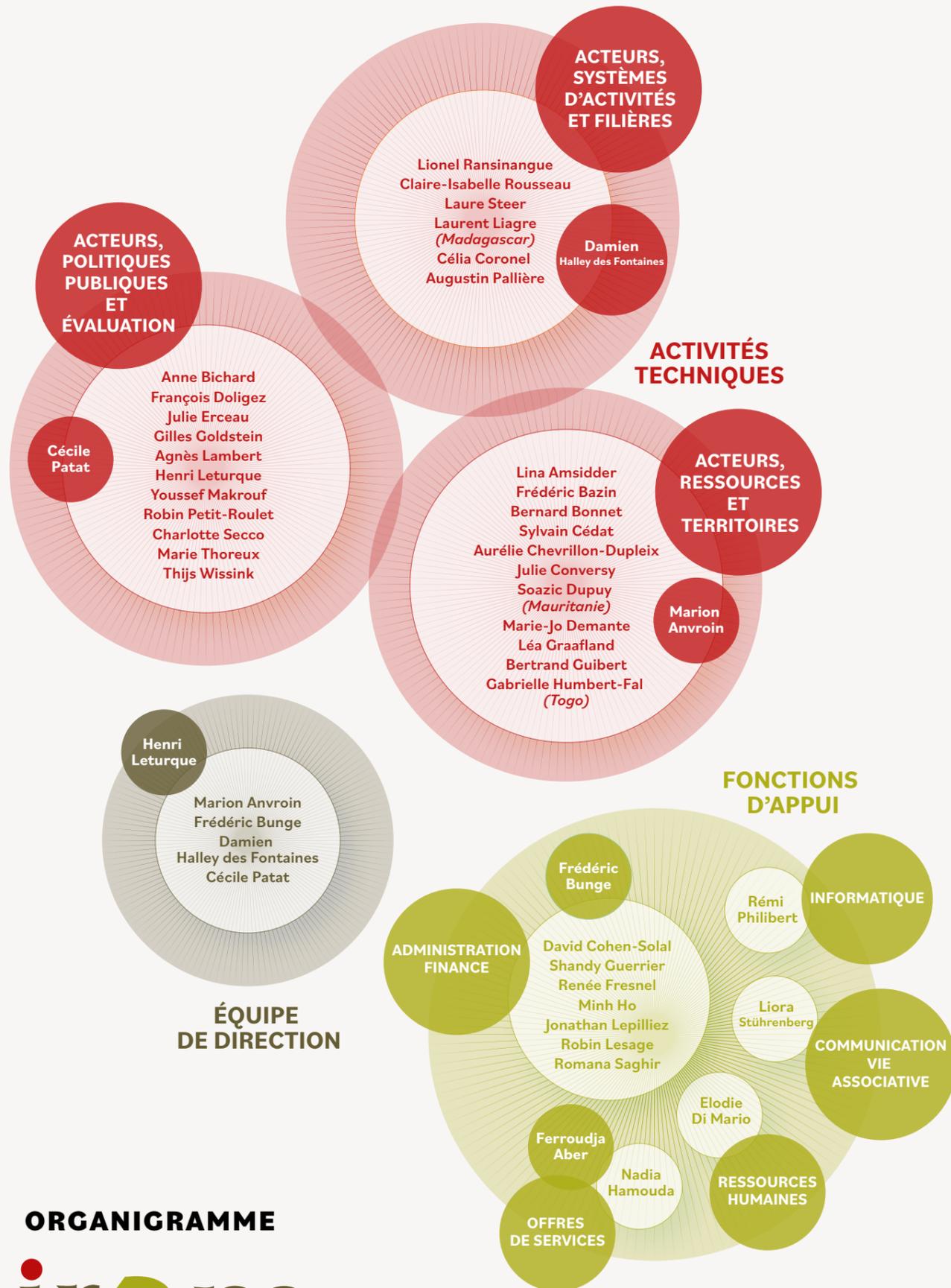
Étienne Beaudoux, Olivier Jenn-Treyer, Benoît Lallau et Jean-Michel Sourisseau

**MEMBRES PROFESSIONNELS :**

Gilles Goldstein, Laurent Liagre et Laure Steer, suppléés par Ferroudja Aber et François Doligez.

# L'Iram, une organisation apprenante

Investir et valoriser plus de 60 ans d'histoire, construire et partager des connaissances à partir de nos actions, interroger nos expériences en les confrontant à celles de nos partenaires : cette posture d'organisation apprenante contribue à la qualité et au sens de notre travail.



**ORGANIGRAMME**  
**iram**

L'Iram privilégie une approche d'intervention fondée sur la construction de connaissances, la formulation de propositions et l'élaboration de références à partir de pratiques ancrées sur le terrain et de relations de partenariats établies dans la durée.

Cette approche suppose une posture « d'organisation apprenante » faite de transmission des savoir-faire acquis depuis plus de 60 ans, de formation des salariés, de recherche-action mais aussi d'échanges avec une diversité de partenaires à travers des réseaux permettant de réinterroger régulièrement nos pratiques et de partager nos connaissances. Cette démarche est le gage de notre professionnalisme ; elle donne aussi du sens et du plaisir à notre travail.

## VALORISER NOTRE HISTOIRE ET SAVOIR LA TRANSMETTRE

L'histoire de l'Iram et son engagement de longue durée lui confèrent une bonne connaissance de ses terrains d'intervention et lui ont permis de développer des approches et méthodes adaptées à chaque contexte. Parce qu'il nous apparaît indispensable de valoriser cette histoire et de la transmettre, un chantier sur l'histoire et les mémoires de l'Iram a été lancé en 2021.

Faisant travailler salariés actuels et anciens, membres de l'association et proches de l'Iram, ce chantier met en valeur les archives écrites et orales de notre structure. Des entretiens filmés sont réalisés avec plusieurs personnes ayant joué un rôle important dans l'histoire de l'Iram. Ils seront retranscrits et diffusés sur une plateforme dédiée.

Plusieurs groupes se sont constitués pour explorer plus en détail certaines thématiques précises : l'évolution de l'organisation de l'Iram, l'implication de l'Iram sur les enjeux de genre ou encore sur les questions de



Des entretiens filmés sont réalisés avec des personnes qui ont joué un rôle important dans l'histoire de l'Iram (ici, Annette Corrèze, salariée puis Présidente de l'Iram des années 1960 à 1990).

développement local et de décentralisation. D'autres thématiques seront abordées dans les prochaines années.

Enfin, en 2022, l'Iram a eu la chance de faire l'objet d'un travail de thèse, soutenue par Daniela Duran Cid à l'Université de Rennes 2 et consacré au rôle de l'expertise, en particulier de l'Iram, dans la réforme agraire au Chili, entre 1964 et 1973. D'autres chercheuses travaillent actuellement sur la base de nos archives, sur l'animation féminine au Niger et au Sénégal ou encore sur l'activité de l'Iram au Maroc et à Madagascar dans les années 1950 et 1960. L'Iram est par ailleurs intervenu dans le cadre du séminaire sur les « Archives du développement » animé par une équipes de chercheuses et chercheurs du Global Research Institute of Paris, avec qui les échanges se poursuivent sur cette thématique.

## Les trajectoires des pasteurs mobiles et la réduction des pesticides au cœur de deux projets de recherche portés par l'Iram

En 2022, l'Iram a pour la première fois lancé un appel à projets de recherche ouvert à ses salariés. Deux propositions ont été retenues et sont mises en œuvre au cours de l'année 2023.

Le premier projet porte sur les trajectoires de groupes de pasteurs mobiles soumis à l'insécurité dans les espaces transfrontaliers d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Au Niger, plusieurs séances de travail ont été effectuées à distance sur le suivi des trajectoires de mobilité de deux groupes de pasteurs mobiles et un atelier a permis à plusieurs leaders de partager de leurs perceptions des évolutions des conditions de la mobilité depuis la sécheresse de 1984 ainsi que de l'avenir de la jeunesse pastorale. En République centrafricaine, des entretiens auprès de plusieurs ardo ont été réalisés, portant, entre autres, sur la question des stratégies de négociation et d'alliances et des liens socio-économiques intra- et inter-communautaires dans un contexte marqué par l'insécurité.

Le second projet constitue une recherche-action sur la réduction des pesticides dans les périmètres maraichers des membres de la Fédération des paysans du Fouta Djallon en Guinée Conakry. Pour son démarrage, une convention a été signée avec la Fédération, l'ensemble du protocole d'enquêtes a été revu et des questionnaires auprès des producteurs et des commerçants de pesticides ont été élaborés. Un atelier de formation des conseillers de la Fédération sur le questionnaire a eu lieu à Timbi Madina. L'enquête et l'analyse des résultats sont prévues à partir de juin 2023. Ils seront valorisés au deuxième semestre 2023, en lien avec un atelier que le CCFD et Valentin Beauval devraient organiser à partir du guide « L'agroécologie pour sortir des pesticides » (AVSF).

Le projet de recherche sur les trajectoires des éleveurs s'appuie sur l'ancrage de l'Iram dans les territoires de l'étude ; au Niger, les liens avec les deux groupes de pasteurs suivis remontent à près de 20 ans.



Parallèlement à ce travail centré sur l'évolution interne de la structure, le Conseil d'analyse stratégique de l'Iram a été remobilisé afin d'accompagner la réflexion sur l'évolution plus globale du contexte au cours des 15 prochaines années.

Plusieurs personnes ont accepté de rejoindre le CAS, désormais composé de : Guy-Florent Ankogui M'Poko, Catherine Araujo Bonjean, Roger Blein, Florence Crick, Marthe Diarra, Marc Dufumier, Vincent Géronimi, Yves Gueymard, Ced Hesse, Pierre Jacquemot, Ousmane Miphah Lankoandé, Imma de Miguel Gonzalez, Bio Goura Soulé et Bernard Tallet.

Les résultats de ces différents travaux seront partagés et mis en débat en 2024.

### CONSTRUIRE DES CONNAISSANCES À PARTIR DE NOS ACTIONS

L'Iram poursuit une mission de recherche-action, afin d'innover et de contribuer à construire d'autres voies de développement dans les pays où nous travaillons. Pour développer cette composante recherche, l'équipe compte cinq docteurs et un salarié en convention Cifre en partenariat avec le laboratoire Prodig (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et AgroParisTech) sur une thèse portant sur les impacts du développement de l'orpaillage en Guinée. Plusieurs membres de l'association et du CA issus du monde de la recherche appuient aussi le déploiement de cette activité de recherche-action.

Enfin, depuis 2018, l'Iram bénéficie du crédit impôt recherche ; c'est en particulier ce levier financier ainsi que le budget associatif dédié au projet Iram qui nous permettent de déployer nos activités de recherche-action. Pour la première fois en 2022, l'Iram finance ainsi des projets de recherche en lien avec ses activités techniques.

### CAPITALISER ET PARTAGER NOS EXPÉRIENCES

L'Iram capitalise ses expériences et participe à des réseaux d'échanges et de débats. Marie-Jo Demante est vice-présidente du Groupe initiatives depuis 2018. En juin 2021, Damien Halley des Fontaines est devenu membre du conseil d'administration d'Inter-réseaux, où il a succédé à François Doligez qui en avait assuré la présidence depuis 2012.

Cette contribution à des réseaux prend aussi la forme de rédaction d'articles et de participation à des ouvrages collectifs et des colloques. En 2022, l'Iram a en particulier coordonné avec le Gret l'organisation de la journée d'étude du Groupe initiatives sur le thème : «Renouvellement

## Une journée d'étude à Bangui sur la République centrafricaine



Jocelin Salomon Gbaguidi présente les stratégies de développement économique déployées dans le cadre du projet I Yeke Oko, lors de la journée d'études sur la RCA organisée à Bangui.

Le 8 février 2023, l'Iram a organisé en partenariat avec l'ONG Echelle - Appui au développement et l'Université de Bangui une journée d'études consacrée aux enjeux et défis de la cohésion sociale et du développement économique en République centrafricaine.

Tirant parti de l'expérience de l'Iram et de ses partenaires en République Centrafricaine, cette journée a permis d'examiner la question de la contribution des projets d'appui au développement économique local au rétablissement des liens sociaux dans les zones rurales en période de turbulence.

Il s'agissait notamment d'aller au-delà de la vision suivant laquelle les projets d'appui au développement économique, en offrant des perspectives en matière d'emplois, viendraient briser le cercle vicieux qui conduit les jeunes à s'engager dans des formes de violences qui alimentent les tensions intercommunautaires, mais de positionner plutôt la contribution des « projets » dans le cadre de la participation à des dynamiques endogènes, portées par les acteurs locaux.

Une soixantaine de personnes - représentants des ministères, des bailleurs, d'ONG internationales et nationales - ont participé à ces réflexions.

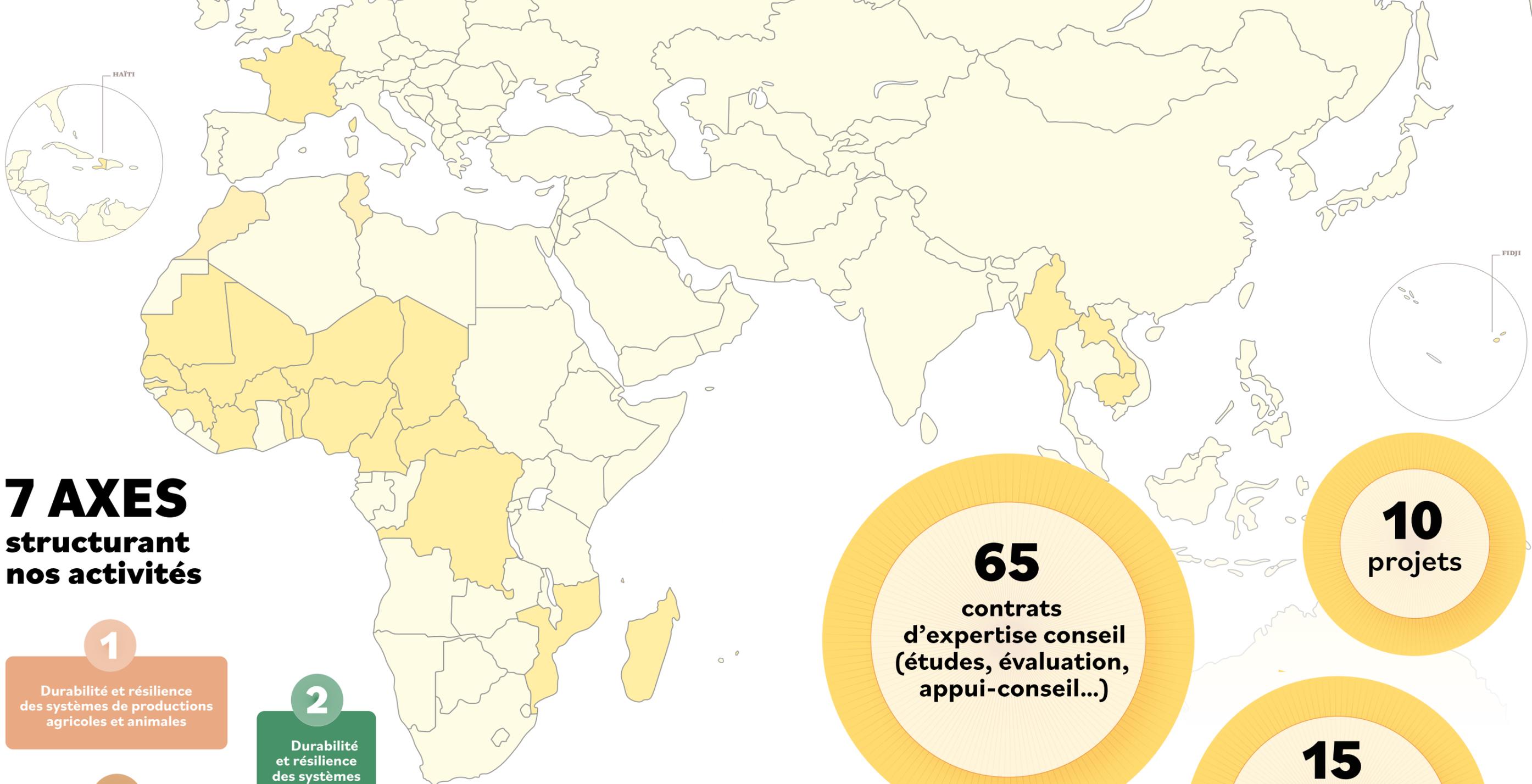
Les Actes de la journée ainsi que les supports de présentation des cas d'étude et interventions de la journée sont disponibles sur le site devlocal-RCA.org lancé en 2022, qui regroupe aussi une série de ressources utiles sur les enjeux du développement local en République centrafricaine.

et prolongement du champ de développement en contextes de crises et conflits : quels positionnements, quels modes opératoires, quels partenariats ?» qui a eu lieu le 17 janvier 2023. Au niveau du Groupe initiatives, l'Iram est également mobilisé dans les discussions sur les enjeux de genre et participe activement aux échanges sur les pratiques de responsabilité climatique des organisations, qui aboutiront à l'organisation d'une journée d'études en septembre 2023.

Plusieurs salariés et membres de l'Iram ont aussi activement contribué au comité de rédaction du numéro consacré aux liens entre agriculture et environnement de la revue Grain de sel d'Inter-réseaux, publié fin novembre 2022. Des articles sur le rôle du conseil agricole dans les transitions agroécologiques et sur les impacts réciproques entre élevage pastoral et environnement ont notamment été rédigés. L'Iram s'investit également dans le numéro à paraître en juillet 2023 sur la formation agricole et rurale.

L'Iram est aussi intervenu au Sommet international de la société civile organisé par le CARI en octobre 2022, dans le cadre Désertif'Actions. L'Iram a facilité un atelier sur l'agroécologie pour assurer une meilleure qualité de vie, présenté une communication sur les liens entre pastoralisme et agroécologie et participé à la table ronde sur les freins et les leviers pour accélérer la transition agroécologique.

Enfin, l'Iram intervient au sein de plusieurs universités et écoles (l'Istom, universités de Paris I, de Lille et de Rennes, le Cerdi à Clermont Ferrand, Montpellier Sup Agro). Cette implication nous permet d'analyser, d'interroger et de mettre en débat nos pratiques et nos thématiques de travail. Dans la suite des années précédentes, l'Iram a notamment assuré, en collaboration avec le Cirad, la coordination d'un séminaire sur la fabrique des politiques publiques à Sciences po Paris. ✨



## 7 AXES structurant nos activités

1

Durabilité et résilience  
des systèmes de productions  
agricoles et animales

2

Durabilité  
et résilience  
des systèmes  
pastoraux

3

Contribuer à protéger  
les populations vulnérables  
des risques alimentaires  
et nutritionnels

4

Développement et aménagement  
durable et concerté des territoires

5

Viabilité de filières porteuses  
de progrès sociaux, économiques  
et environnementaux

6

Lutte contre les inégalités  
liées au genre et à la jeunesse

7

Appui aux stratégies  
et instruments  
de coopération

**65**  
contrats  
d'expertise conseil  
(études, évaluation,  
appui-conseil...)

**10**  
projets

**15**  
contrats  
d'assistance  
technique long  
terme

# 26 PAYS D'INTERVENTIONS

# 1

## CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE LA DURABILITÉ ET DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES DE PRODUCTIONS

Si l'Iram travaille depuis sa création au renforcement de la durabilité des systèmes de production, l'appui à la transition agroécologique a pris une importance croissante ces dernières années. En 2022, les activités de l'Iram se sont renforcées sur ce thème qui sera au cœur de notre Journée d'études 2023. Les activités sur les services agricoles (financement, conseil, irrigation...) se sont poursuivies.

### MULTI-PAYS

- **Projet visant à accompagner les transitions agroécologiques de l'agriculture familiale en Afrique (Acotaf), (2020-2023).**
- **Partenaires : Cirad, Inter-réseaux, RESCAR-AOC**
- **Financement : ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.**

### MULTI-PAYS

- **Evaluation de la Convention de Partenariat Pluriannuel AVSF-AFD (2019-2022).**
- **Partenaires : SalvaTerra (chef de file)**
- **Financement : AFD (via AVSF)**

### MAURITANIE

- **Assistance technique du projet intégré de valorisation des ressources en eau dans les deux Hodhs (2022-2023).**
- **Partenaires : IGIP**
- **Financement : AFD**

### RCA

- **Projet d'appui au renforcement du secteur de la microfinance (PASM).**
- **Partenaires : Horus, Échelle**
- **Financement : AFD.**

### NIGER

- **Programme de Promotion de l'agriculture Productive (PROMPA IV) (2019-2023).**
- **Partenaires : ECO (Chef de file) - AFCI**
- **Financement GIZ**

### ZONE CEDEAO

- **Assistance technique du Programme agroécologie en Afrique de l'Ouest, mis en œuvre par l'ARAA (2018-2024).**
- **Partenaires : AVSF (chef de file), Inades Formation**
- **Financement : AFD et Union européenne**

### GUINÉE

- **Étude sur l'impact des interventions de la Fédération des paysans du Fouta Djallon de 2010 à 2021.**
- **Financement : CCFD - Terre solidaire, UMR-PRODIG**

### TUNISIE

- **Appui à l'assistance technique du Programme de relance de l'investissement et de modernisation des exploitations agricoles (Primea) en Tunisie (2017-2022).**
- **Partenaires : Cerfrance (chef de file)**
- **Financement : AFD et Union européenne.**

### FRANCE

- **Accompagnement de l'Agence française de développement dans sa réflexion sur ses appuis à l'agroécologie.**
- **Financement : AFD**

### CAMBODGE

- **Coordination Cambodge et appui au coordinateur géographique Asie du Sud-Est du Comité Scientifique et Technique Eau Agricole (Costea)**
- **Financement : Costea, AFD**

### MULTI-PAYS

- **Capitalisation des acquis en matière d'adaptation au changement climatique des projets financés par la facilité Adapt'Action.**
- **Partenaires : Ramboll**
- **Financement : AFD**

### MAROC

- **Evaluation à mi-parcours du projet de développement de l'irrigation et d'adaptation de l'agriculture irriguée aux changements climatiques à l'aval du barrage de Kaddoussa.**
- **Partenaires : Nodalis**
- **Financement : AFD**

### GUINÉE

- **Assistance technique du Projet d'appui aux systèmes d'activités rizicoles en territoires de mangrove (Saritem), (2019-2023).**
- **Partenaires : BRLi (chef de file)**
- **Financement : AFD**

### RCA

- **Programme de résilience rurale et création d'emplois.**
- **Financement : Fonds Békou (Union européenne)**

### CAMBODGE, TUNISIE

- **Étude de cas sur les services aux irrigants au Cambodge et Tunisie**
- **Partenaires : Arte-Fact**
- **Financement : Costea, AFEID, AFD**

## → Renouveler le conseil agricole pour accompagner les transitions agroécologiques

En 2022, l'Iram a poursuivi ses activités de réflexion et d'appui à la transition agroécologique. Parmi celles-ci, le projet Acotaf - Accompagner les transitions agroécologiques de l'agriculture familiale en Afrique sub-saharienne - mise sur le renouvellement des services de conseil agricole.

En Afrique de l'Ouest, le conseil agricole marqué par de longues années d'orientation vers le modèle de révolution verte, est de plus en plus sollicité pour accompagner des dynamiques de transitions agroécologiques. Mais il y a un déficit de connaissances sur les capacités du conseil agricole à effectivement faciliter ces transitions.

Financé par le ministère français de l'Europe et des Affaires Etrangères et mis en œuvre par le Cirad, l'Iram, Inter-réseaux et le Rescar-AOC, le projet Acotaf vise à combler ces lacunes. En 2022, plusieurs études sur l'état des lieux de la prise en compte des transitions agroécologiques dans la fourniture des services de conseil agricole ont été réalisées en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Bénin, au Niger et en Guinée. Des webinaires ont été organisés afin de partager les résultats de ces études et d'en tirer des leçons pour le conseil agricole au niveau régional. Une analyse transnationale des dynamiques, défis et perspectives dans ces cinq pays a également été publiée. Les différentes publications sont accessibles sur les sites d'Inter-Réseaux et de l'Iram.

Ces travaux ont permis de mettre en évidence plusieurs éléments importants, parmi lesquels :

- Des pratiques et des systèmes agroécologiques existent en Afrique de l'Ouest. La notion d'« agroécologie » est cependant absente des documents de politiques agricoles des cinq pays, hormis au Burkina Faso où une stratégie nationale existe (et bientôt au Bénin). Les documents de politiques agricoles sont essentiellement porteurs du modèle de la révolution verte avec un soucis certain de durabilité.
- Les Systèmes nationaux de conseil agricole des cinq pays sont peu sensibles à l'agroécologie. Sur le terrain, il n'apparaît pas de différences notables entre les démarches de conseil en agriculture conventionnelle et celles en agroécologie, hormis dans certains contextes très localisés (projets). La vulgarisation technique de thèmes isolés à l'échelle de la parcelle ou du troupeau reste la norme. Les



Rose, maraîchère de Niamey - Les recherches menées dans le cadre d'ACOTAF ont permis de mettre en évidence et de caractériser le « maraîchage au féminin ».

dispositifs des organisations paysannes et des ONG sont les plus sensibles à l'agroécologie. Pour autant, il n'existe pas encore véritablement de mouvement social porteur de l'agroécologie dans ces pays, à l'exception notable du Burkina Faso.

- Accompagner les transitions agroécologiques suppose des ruptures en termes de conseil agricole. L'étude a ainsi mis développé un agenda de recherche-action portant sur l'« agroécologisation » du conseil agricole.

La place du conseil agricole dans la transition agroécologique a fait l'objet d'un article de la revue **Grain de sel** consacrée aux enjeux et interactions entre agriculture et environnement. Cette question sera également au cœur d'une des tables-rondes de notre **Journée d'étude du 29 juin 2023** sur l'accompagnement des transitions agroécologiques aux Suds.



## → 2022 : clôture de deux projets en République centrafricaine

Depuis 2015, les activités de l'Iram en RCA se sont fortement développées, au niveau central à Bangui et sur le terrain. Cette année a marqué cependant la clôture de deux projets importants.

Si les interventions de l'Iram en République centrafricaine remontent pour les premières aux années 1960, elles se sont intensifiées depuis les années 2010 dans un contexte de forte augmentation de l'aide. La mise en œuvre de plusieurs projets a été confiée à l'Iram ces dernières années, dont deux se sont terminés en 2022.

Financé par le fonds fiduciaire de l'Union européenne pour la République centrafricaine (fonds Bêkou) via une délégation à l'AFD, le **Projet d'appui au renforcement du secteur de la microfinance (PASM)** a été mis en œuvre entre 2018 et 2022 en partenariat avec Horus et l'ONG centrafricaine Échelle - Appui au développement. L'Iram avait en charge le pilotage et la supervision du projet et la réalisation d'appuis techniques.

Le PASM a permis de renforcer les acteurs de la microfinance au travers d'un accompagnement adapté et par l'acquisition d'équipements ou encore la prise en charge de certaines dépenses de fonctionnement. Quatre événements méritent d'être soulignés :

Le PASM a accompagné les réflexions des CMCA pour proposer un produit de crédit spécifique aux Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit.



- ✳ La réalisation de l'état des lieux du secteur de la microfinance puis l'organisation d'une table ronde des bailleurs de fonds du secteur ;
- ✳ L'inauguration en juillet 2022 du siège de l'Association des professionnels des établissements de microfinance, qui a permis de renforcer sa visibilité vis-à-vis des autorités locales et des bailleurs de fonds ;
- ✳ L'ouverture, en mars 2020 à Boali, par les Caisses mutuelles de Centrafrique (CMCA) de la première caisse en dehors de Bangui depuis 2008 ;
- ✳ L'appui aux CMCA pour le développement du crédit au profit des « professionnels » (artisans, petits commerçants, petits prestataires de services...).

L'année 2022 a aussi marqué la clôture du **Programme de résilience rurale et création d'emplois**, financé par le fonds Bêkou. Ce programme, mis en œuvre par l'Iram, AVSF et l'ONG Echelle, visait à renforcer les capacités de cinq institutions centrafricaines : l'Agence centrafricaine de développement agricole (ACDA) ; l'Agence nationale de développement de l'élevage (ANDE) ; l'Institut centrafricain de recherche agronomique (ICRA) ; la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC) et la Chambre d'agriculture, de l'élevage, des eaux, forêts, chasses, pêches et du tourisme.

Outre la coordination de l'ensemble des activités, l'Iram a appuyé le renforcement des dispositifs de planification de l'ANDE, de l'ACDA et de la Chambre d'agriculture. De nombreuses expertises ont aussi été mobilisées sur des thématiques précises : appui au secteur semencier, réforme du cadre légal pour la création des sociétés coopératives, animation de la concertation autour de la politique foncière agropastorale, etc.

Les appuis de l'Iram au développement agricole et rural en RCA se poursuivent, notamment dans le cadre du projet I Yeke Oko, et à travers la formulation du Projet d'appui au développement local dans l'Ouest (PDLO) construit pour prendre la suite de I Yeke Oko. La poursuite de ces dynamiques constitue toutefois un défi dans un contexte politique et géopolitique particulièrement complexe.

## 2 CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE LA DURABILITÉ ET LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES PASTORAUX

En 2022, l'Iram a poursuivi son accompagnement de longue date aux stratégies visant à sécuriser la mobilité pastorale et à améliorer le dialogue politique entre acteurs de la gouvernance des espaces pastoraux aux différentes échelles. L'hydraulique pastorale, l'éducation en milieu nomade et la gestion des marchés à bétail ont fait l'objet de travaux approfondis.

**BURKINA FASO, MALI, MAURITANIE, NIGER, SÉNÉGAL ET TCHAD**



- Appui conseil pour la mise en œuvre des composantes « Gestion des paysages et amélioration de la gouvernance » et « Amélioration des chaînes de valeur bétail » du **Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS-2) (2022 - 2027)**.
- **Financement : Banque mondiale, Cils, FAO.**

**TCHAD**



- **Assistance technique au Programme d'appui structurant au développement pastoral (Pastor) au Tchad, avec un focus sur le suivi d'impacts dans le cadre de la mise en place du dispositif de suivi-évaluation du programme (2017-2023).**
- **Financement : AFD, gouvernement du Tchad et Union européenne.**

**CEDEAO, TCHAD, MAURITANIE**

- **Assistance technique du Projet Élevage et pastoralisme intégrés et sécurisés en Afrique de l'Ouest (Pepisao) (2019-2023).**
- **Partenaires : Issala, Larès.**
- **Financement : AFD.**



Marché à bétail de Altou-Fass, Sénégal.



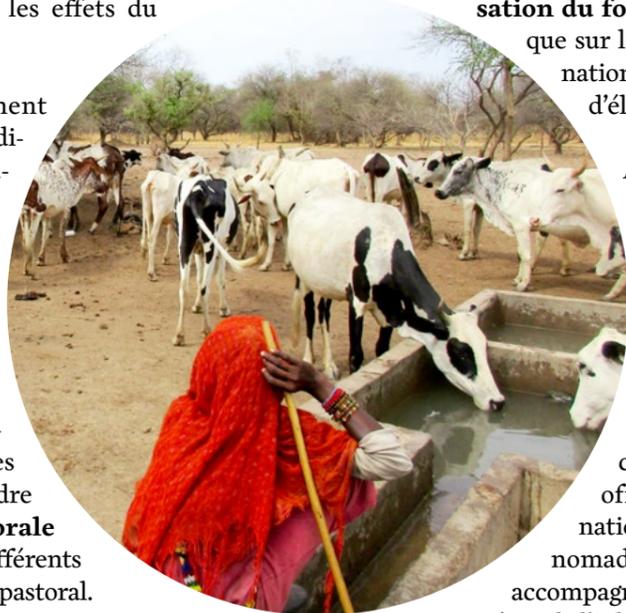
Activités détaillées pages 16 et 17.

## → Appuyer les acteurs en charge du développement pastoral au Tchad

De la stratégie nationale d'éducation en milieu nomade à la sécurisation du foncier agro-pastoral : au Tchad, l'Iram appuie la mise en œuvre d'un important programme de développement pastoral.

Au Tchad, une part essentielle des revenus et de la sécurité alimentaire du pays et des ménages provient de l'élevage, à grande majorité pastoral et mobile. Malgré son importance économique et sociale, ce mode d'élevage est confronté à une série de défis liés aux tensions autour de l'accès aux ressources naturelles, aggravées par les effets du changement climatique.

L'appui au développement pastoral revêt dans ces conditions une importance majeure. Financé de 2017 à 2023 par la Commission européenne, l'AFD et le gouvernement du Tchad, le Programme d'appui structurant au développement pastoral (Pastor) est une contribution importante aux axes stratégiques définis en 2011 dans le cadre de la **Plateforme pastorale du Tchad** qui réunit les différents acteurs du développement pastoral.



Plusieurs aménagements sont financés par l'UE à travers des contrats de subvention destinés à des consortia d'ONG. De son côté, l'Iram, sur financement de l'AFD, apporte un accompagnement technique et méthodologique au mécanisme de pilotage du programme dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le ministère de l'Élevage et des productions animales. Dans ce cadre, plusieurs avancées ont pu avoir lieu :

- La modernisation du cadre législatif et réglementaire du secteur (dont le foncier pastoral) ;
- Le développement de modèles permettant de favoriser la scolarisation des enfants en milieu nomade ;
- Le développement des services de santé « mixte » (humaine et animale) en milieu nomade ;
- La mise en place d'un système décentralisé de maintenance des infrastructures pastorales publiques (puits et mares pastorales...);

- La provincialisation de la Stratégie nationale de développement pastoral de 2016.

En 2022, l'appui de l'Iram s'est concentré sur la capitalisation du programme, sur le suivi de la feuille de route du **colloque régional sur la sécurisation du foncier agro-pastoral**, ainsi que sur l'élaboration d'une stratégie nationale d'éducation des enfants d'éleveurs et des nomades.

A la suite d'une expérience pilote de création de huit écoles mobiles et de deux écoles fixes dans cinq provinces du pays et sur la base des études prospectives menées au début du projet, le ministère de l'Éducation nationale a confirmé son accord pour officialiser une « Stratégie nationale d'éducation en milieu nomade ». L'Iram a notamment accompagné l'élaboration avec les ministères de l'Éducation et de l'Élevage d'une note de stratégie produite sur la base de travaux de terrain avec les éleveurs et éleveuses et les enseignants et enseignantes, ainsi que d'ateliers participatifs au niveau national.

L'Iram a également accompagné la rédaction d'un guide national en hydraulique pastorale destiné à valoriser les enseignements des trente dernières années au Tchad dans ce domaine, tant dans les approches d'ingénierie sociale que des techniques de construction de la diversité des ouvrages d'hydraulique développés au Tchad.

Ci-dessus : Un puits aménagé dans le cadre du Programme d'appui structurant au développement pastoral, dans la province du Guéra.

## → Renforcer les capacités des États et de leurs partenaires dans le soutien au pastoralisme au Sahel

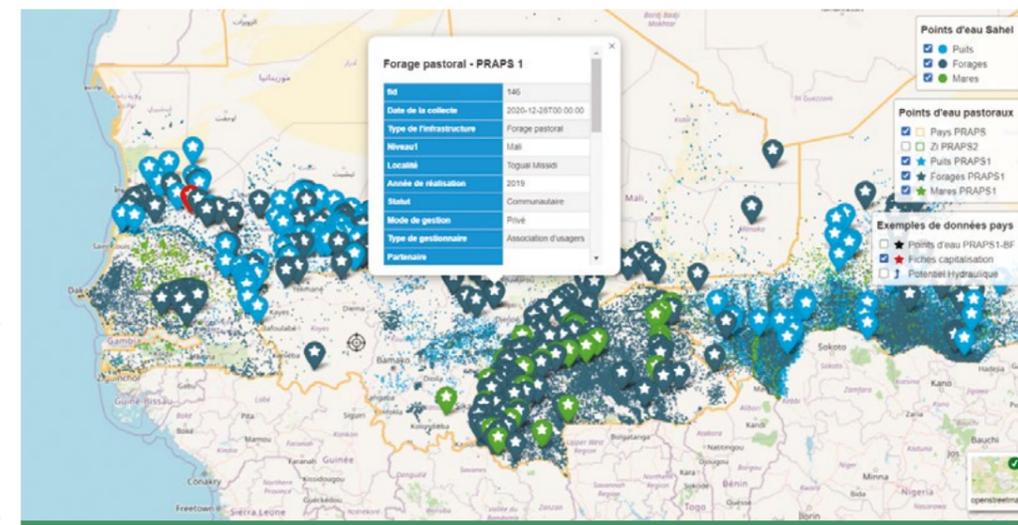
Fort de son expertise de plus de 50 ans en matière d'appui au pastoralisme au Sahel, l'Iram accompagne la mise en œuvre du **Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel** dont une deuxième phase vient d'être lancée en 2022.

Financé par la Banque mondiale depuis 2015, le **Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (Praps)** est actuellement dans sa deuxième phase (2022-2027).

Dans le cadre d'une convention avec la FAO, l'Iram assure l'accompagnement méthodologique des équipes travaillant sur les composantes relatives à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et à la facilitation de l'accès des éleveurs aux marchés. Dans le cadre d'une autre convention avec le CILSS, des appuis techniques ciblés sont réalisés à la demande des équipes pays.

Ces différents appuis concernent :

- La facilitation des échanges sur les travaux de sécurisation foncière s'inscrivant dans la mise en œuvre du Praps et des engagements de Ndjamen de novembre 2021 ;
- Le renforcement des capacités des équipes nationales dans l'innovation pour la gestion des ressources et des paysages pastoraux, en facilitant le changement d'échelle pour les chartes pastorales et conventions locales, ainsi que dans l'expérimentation de techniques pastorales de régénération des aires de pâturages ;
- La facilitation et l'animation des travaux pour l'élaboration d'une stratégie régionale d'hydraulique pastorale se nourrissant des acquis des pays ;
- La révision ou finalisation des stratégies nationales d'hydraulique pastorale à la demande des pays ;
- La gestion des marchés à bétail impliquant les organisations locales des éleveurs et les collectivités, ainsi que l'élaboration de stratégies d'attractivité des marchés à bétail et l'analyse des données liées à leur fréquentation ;



Une plateforme numérique rassemblant de nombreuses données a été mise en place afin de faciliter la prise de décision pour l'implantation et la gestion des ouvrages d'hydraulique pastorale.

- La planification d'ensemble du programme, en recherchant des synergies entre actions régionales et nationales ;
- Les actions de capitalisation et notamment l'organisation des « entretiens techniques », des rencontres de haut niveau permettant de valoriser les connaissances tirées du terrain, en collaboration avec le Cirad.

Au cours de l'année 2022, outre les missions d'appui au suivi de juin et de novembre, les appuis de l'Iram se sont concentrés sur la Mauritanie, le Niger et le Tchad pour les activités relatives aux ressources naturelles (stratégie d'hydraulique pastorale, sécurisation du foncier pastoral, cultures fourragères) ; et sur le Niger, le Tchad et la Mauritanie pour les activités relatives à la gestion des marchés à bétail.

Deux chantiers régionaux ont également été engagés en 2022, le premier sur les méthodes de traitement des données de fréquentation des marchés à bétail et le second sur l'élaboration d'une plateforme numérique facilitant la prise de décision pour l'implantation et la gestion des ouvrages d'hydraulique pastorale.

# 3 CONTRIBUTER À PROTÉGER LES POPULATIONS VULNÉRABLES DES RISQUES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELS

En 2021, l'Iram a continué d'accompagner les processus d'institutionnalisation des programmes de filets sociaux en cours en Afrique subsaharienne. L'Iram a aussi poursuivi ses activités sur les enjeux de nutrition, notamment en travaillant sur l'amélioration de la diversité, de la qualité et de l'accessibilité des aliments.

## MADAGASCAR, MAURICE, SEYCHELLES ET COMORES

- Assistance technique pour la mise œuvre du programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'Océan indien (SANOI) (2021-2024).
- Partenaires : Landellmills
- Financement : Union européenne

## BURKINA FASO

- Évaluation du plan stratégique pays du Programme alimentaire mondial au Burkina (2018-2022).
- Partenaires : KeyAid
- Financement : PAM

## BURKINA FASO, MALI, NIGER

- Projet pilote Mobiliser les entreprises sahéniennes pour des réponses innovantes à large échelle contre la malnutrition (Meriem) au Burkina Faso, Mali, Niger
- Partenaires : Gret (chef de file), Hystra, ICI, IRD, Ogilvy Change, Think Place
- Financement : AFD et Fondation Bill & Melinda Gates.

## FRANCE

- Capitalisation des interventions de l'AFD en matière de santé et de protection sociale
- Financement : AFD

## BÉNIN

- Final joint decentralised evaluation of the National Integrated School Feeding Programme (PNASI) in Benin (2017 to 2021).
- Partenaires : Larès
- Financement : PAM

## BURKINA FASO, MALI, NIGER

- Revue du projet CRIALCES « Réponse à la crise alimentaire au centre Sahel : support nutritionnel et relèvement »
- Financement : PAM

## MAURITANIE

- Mise en œuvre du projet « Réponses aux urgences dues au Covid-19 en milieu agricole et pastoral et poursuite des activités d'appui institutionnel post-Covid-19 » (Rimrap Copco) en Mauritanie (2020-2022).
- Financement : Union européenne.

## ZAMBIE

- Évaluation de deux projets en Zambie qui intègrent les résultats stratégiques du PAM en matière de résilience, de nutrition et de renforcement des capacités gouvernementales
- Financement : PAM

## MADAGASCAR

- Étude exploratoire dans les quartiers pauvres d'Antananarivo auprès des femmes, pour identifier les besoins prioritaires en termes de prestations sociales.
- Financement : AFD (projet AINTSAO porté par le Gret)

## → Santé, pauvreté et assistance sociale : des liens à construire

En 2022, l'Iram a travaillé avec AEDES pour capitaliser sur les expériences de l'AFD en matière de santé maternelle et infantile et de renforcement de l'offre de soin depuis dix ans au Sahel et analyser leur récent engagement en matière d'assistance sociale dans la région.

L'Iram a accompagné des réflexions portant sur les dispositifs publics de prévention et gestion des crises alimentaires depuis les sécheresses des années 1980. À la suite de la crise de 2005 au Niger puis des prix mondiaux en 2008, les questions de protection sociale sont progressivement montées à l'agenda politique des pays du Sahel, mouvement fortement soutenu par la coopération internationale. L'analyse des politiques, programmes et instruments de filets sociaux est devenue un champ important de l'action de l'Iram. Plus récemment, l'Iram a été amené à travailler, notamment à la demande de l'AFD, sur les liens entre santé et assistance sociale.

En 2022, l'Iram a travaillé avec AEDES pour capitaliser sur les expériences de l'AFD en matière de santé maternelle et infantile et de renforcement de l'offre de soin depuis dix ans au Sahel et analyser leur récent engagement en matière d'assistance sociale dans la région.

En dix ans, le contexte politique au Sahel s'est beaucoup dégradé, ce qui a entraîné un changement stratégique important de l'Agence française de développement en matière d'intervention en santé dans la région : le changement d'orientation des « Initiatives » de l'AFD montre un désengagement de l'AFD dans les projets visant le renforcement de capacité des acteurs

étatiques en santé, projets considérés complexes et à risque.

L'AFD est en effet passé des Initiative Santé Solidarité Sahel (I3S) et Muskoka focalisées sur le renforcement de capacités des ministères de la Santé, à celles de Minka et Santé en commun - COVID-19 qui ont davantage eu pour objectif l'appui direct des populations, notamment des femmes, au travers de maîtrise d'ouvrage contractualisée à des consortium d'ONG.

C'est dans ce contexte que l'AFD s'est progressivement engagé depuis 2018 dans des programmes d'action sociale et de protection sociale adaptative aux côtés de la Banque mondiale. L'AFD a adopté ainsi les standards d'interventions et les cadres conceptuels formalisés par la Banque mondiale pour répondre aux urgences et aux crises alimentaires en cours au Sahel. Jusqu'ici, les articulations entre les programmes d'assistance sociale et d'assurance maladie sont faibles, les dynamiques dans ces domaines d'intervention étant très différentes et les acteurs se parlant peu. Des expériences intéressantes pour renforcer les impacts nutritionnels et de santé dans les programmes d'assistance sociale sont en revanche à suivre. Il existe des pistes importantes de développement de ce secteur dans l'avenir, combinant assistance sociale et assurance maladie.

## → Des entreprises privées dans des projets de lutte contre la vulnérabilité

En 2022, l'Iram a réalisé des études en Afrique de l'Ouest et à Madagascar pour des projets de lutte contre la malnutrition et la vulnérabilité ; des projets de natures très différentes mais qui illustrent la possibilité d'impliquer ou de s'appuyer sur des opérateurs privés locaux pour développer des projets à vocation sociale.

À Madagascar, le Gret et l'entreprise Nutri'zaza sont partenaires pour la mise en œuvre du projet AINTSAO financé par l'AFD. Nutri'zaza assure la distribution de bouillies infantiles de qualité à un prix accessible à travers différents canaux et en particulier des « restaurants pour bébé » ou hotelins.

L'entreprise souhaitait diversifier ses activités en offrant de nouveaux services, redynamiser ses



Activités détaillées pages 19 et 20.



Une femme avec son enfant qui mange de la bouillie, dans un hotelin d'un quartier périphérique d'Antananarivo (Madagascar).

hotelins tout en restant en cohérence avec son identité d'entreprise sociale. L'Iram a conduit pour le compte du projet une étude exploratoire dans les quartiers pauvres d'Antananarivo ; des entretiens qualitatifs ont permis de recueillir des récits de vie et les emplois du temps de femmes pour identifier les besoins prioritaires en termes de prestations sociales.

Les témoignages mettent en évidence que la garde des enfants en bas-âges est un service crucial pour les familles ; beaucoup de ménages, qui n'ont pas de supports familiaux à proximité ont recours à des services payants plus ou moins formels pour faire garder les enfants la journée, pour les accompagner à l'école

quand ils sont plus grands. La garde d'enfants apparaît comme un service clé pour contribuer à réduire la vulnérabilité des ménages ; elle présente l'intérêt de faciliter la reprise de l'emploi par les mères d'enfants en bas âge et de pourvoir des emplois féminins. Il est en phase avec l'image de Nutri'zaza (focus femme et enfant). C'est un service déjà largement monétarisé dans les quartiers ce qui permet d'envisager un service payant.

L'Iram a proposé à Nutri'zaza une approche pour assurer une offre de service de garde d'enfants en constituant un réseau de « nounous » avec un point d'ancrage au niveau des hotelins. L'hotelin serait un lieu de formation (et de recyclage) des nounous, un lieu de mise en relation des parents et des nounous mais également un lieu d'accueil des enfants gardés dans ce réseau pour des animations ponctuelles. L'Iram assurera un appui technique pour la mise en place de l'approche en 2023.

Au Sahel, l'Iram a conduit en 2022 la revue d'un projet de prévention de la malnutrition « Crialces » financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le PAM dans des zones de forte insécurité alimentaire au Niger, au Mali et au Burkina Faso. Ce projet entend assurer un filet nutritionnel aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants de plus de six mois et moins de deux ans qui sont les publics les plus exposés à la malnutrition. Dans les zones ciblées, ces populations reçoivent des coupons qui leur permet de retirer dans des boutiques partenaires des aliments nutritifs. Parmi ces aliments, des farines locales fortifiées produites par des entreprises locales.

Le projet a fait face à de nombreuses difficultés, du fait, en particulier, de la dégradation de la situation sécuritaire dans les zones d'intervention. Cependant la démarche qui rompt avec les distributions de produits importés est pertinente. Elle valorise des productions locales, permet à des entreprises d'accroître leur production et de développer un nouveau réseau de mise en marché. Elle s'inscrit dans une démarche Nexus Urgence et développement en contribuant au renforcement d'opérateurs privés locaux.

De natures très différentes, ces expériences illustrent la possibilité d'impliquer des acteurs privés dans des projets dont les principaux objectifs sont des objectifs sociaux. A Madagascar, l'entreprise est porteuse d'un service à vocation sociale ; au Sahel, le projet apporte un service social en impliquant des entreprises. Dans les deux cas, les objectifs sociaux se doublent d'objectifs économiques, ce qui implique des cadres d'analyses spécifiques, mais ouvre des perspectives de pérennité à des initiatives de lutte contre la vulnérabilité.

# 4

## CONTRIBUER À UN DÉVELOPPEMENT ET UN AMÉNAGEMENT PLUS DURABLE ET CONCERTÉ DES TERRITOIRES

L'Iram est engagé depuis plusieurs décennies dans des actions d'appui au développement local, avec une attention particulière donnée à l'appui à la gouvernance locale, la planification locale et le financement du développement local. En 2022, ces appuis se sont poursuivis dans de nombreux pays et territoires différents.

### RCA ET RD CONGO\*

- **Accompagnement des équipes de la coopération belge pour l'intégration d'une approche territoriale dans leurs projets en République centrafricaine et République démocratique du Congo.**
- **Partenaires : Gret, Ciedel, Ceformad**
- **Financement : Enabel.**

### RCA

- **Étude de faisabilité du projet de développement local de l'Ouest de la République centrafricaine**
- **Partenaires : TERE et LERSA**
- **Financement : AFD**

### HAÏTI

- **Programme d'appui à la gouvernance décentralisée (Pagode) en Haïti (2019-2023).**
- **Partenaires : Initiative Développement (chef de file), CROSE, ITECA, GRAMIR**
- **Financement : Coopération suisse**

### RCA

- **Études de pré-faisabilité pour le projet d'appui à la préparation de la mise en œuvre du cadre national d'investissement REDD+ en RCA.**
- **Financement : AFD**

### RCA ET CAMEROUN

- **Projet I Yeke Oko de développement des territoires impactés par les déplacements de populations en République centrafricaine et au Cameroun (2019-2023).**
- **Partenaires : la Croix-Rouge française (chef de file), CARE, ACE, Norwegian Refugee Council**
- **Financement : AFD.**

### MOZAMBIQUE

- **Étude de faisabilité du projet One Limpopo, One Health au Mozambique.**
- **Financement : AFD.**

### CÔTE D'IVOIRE

- **Étude visant à définir les conditions dans lesquelles les conseils régionaux pourraient assurer le leadership des actions de durabilité mises en œuvre sur leurs territoires dans la filière cacao en Côte d'Ivoire**
- **Partenaires : Nitidae**
- **Financement : European Forest Institute**

### LAOS

- **Projet de développement dans le plateau de Nakaï au Laos (2017-2022).**
- **Financement : AFD et Nam Theun 2 Power Company.**

### BURKINA FASO, NIGER, MALI

- **Projet Trois Frontières, volet « Développement » au Burkina-Faso, Niger, Mali (2019-2024).**
- **Partenaires : AVSE, Ciedel, Gret**
- **Financement : AFD.**

Activités détaillées pages 22 et 23.

## → Appuyer le développement en zone de crise au Sahel

L'implication de l'Iram en appui au développement territorial en zone de crise est ancienne. Ces dernières années, elle porte notamment au Sahel sur la région transfrontalière du Burkina Faso, Mali et Niger, dans le cadre d'un projet financé depuis 2019 par l'Agence française de développement.



Construction du barrage permettant de maintenir le niveau de la mare de Gossi, y compris en saison sèche.

Le projet 3 Frontières vise à appuyer le développement socio-économique et à renforcer la cohésion sociale dans les territoires transfrontaliers du Burkina Faso, Mali et Niger par :

- ✦ L'amélioration de la viabilité des filières agro-pastorales afin de générer durablement des emplois locaux et des revenus pour les productrices et producteurs ;
- ✦ L'appui aux collectivités locales afin qu'elles puissent mettre à disposition des populations des équipements, infrastructures et services socio-économiques essentiels ;
- ✦ Le renforcement du dialogue entre les différentes composantes des sociétés locales.

Le projet est mis en œuvre par un consortium composé de l'Iram (chef de file et intervenant au Niger en partenariat avec le Rail), du Gret au Burkina Faso, d'AVSF en partenariat avec l'ONG Proman et l'Association des organisations professionnelles paysannes au Mali et du Ciedel en partenariat avec Delta C pour des appuis transversaux. L'Iram assure également la Coordination régionale du Projet.

En 2022, différents accompagnements ont été apportés aux organisations paysannes partenaires du projet, visant notamment à améliorer la production de leurs membres et le stockage des produits vivrier ou de rente (oignons par exemple).

La réalisation de plus d'une soixantaine d'infrastructures communales (accès à l'eau, écoles, centres de santé), ainsi que 80 encore en cours, a été accompa-

gnée et les communes et leurs élus ont bénéficié de nombreuses formations, certaines ciblant spécifiquement les femmes élues. Un appui a également été apporté à des investissements transfrontaliers portés par des inter-collectivités régionales. En particulier, des travaux (surcreusement et construction d'un barrage) sur la mare de Gossi au Mali, immense réservoir d'eau permettant l'abreuvement des animaux en saison sèche de troupeaux venant du Nord du Mali mais aussi du Burkina Faso ont été réalisés de sorte que son niveau se maintienne en saison sèche.

Pour renforcer le dialogue social, les appuis ont porté à la fois sur les relations entre et au sein des communautés et sur les rapports entre les communautés et les autorités locales. L'organisation de nombreuses activités de dialogue et d'échange a été facilitée. Par exemple, l'Iram et le Rail au Niger ont organisé à Kollo un camp rassemblant une centaine de jeunes, dont plus d'un tiers de jeunes filles. Des partenariats avec le studio Kalangou ou la Coordination nationale des radios communautaires du Niger ont également permis de réaliser des émissions et vidéos sur les modalités de prévention et de gestion des conflits, le rôle des femmes dans la cohésion sociale ou encore les problèmes des personnes déplacées internes.

L'insécurité très forte dans la zone a cependant causé l'annulation de certaines activités. La dégradation des relations entre le Mali et la France a par ailleurs conduit, fin 2022, à l'interdiction des activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement français ce qui a provoqué l'arrêt des activités du projet au Mali y compris celles à vocation transfrontalières.

Dans de telles conditions, appuyer des processus de développement est un vrai défi, nécessitant de constamment s'interroger sur les positionnements et les modes opératoires à adopter afin de garantir la sécurité de nos équipes et de nos partenaires ainsi que la pertinence et la durabilité de nos actions en zone de crise. L'organisation, co-pilotée avec le Gret dans le cadre du Groupe Initiatives, d'une journée d'étude le 17 janvier 2023 consacrée à ces questionnements a permis de partager les expériences et les réflexions avec les organisations membres ainsi qu'avec un panel de chercheurs, de bailleurs et d'organisations humanitaires.

## → Appui au développement des territoires et à la gestion des ressources forestières en Afrique centrale

En République centrafricaine et en République démocratique du Congo, l'Iram a été mobilisé, avec des partenaires, pour accompagner des programmes de lutte contre la déforestation, financés par l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI), à travers des approches territoriales innovantes.

L'Initiative pour la forêt d'Afrique Centrale a été créée en 2015 en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies par une coalition de bailleurs et de pays partenaires dans le but de réduire la déforestation et d'appuyer les pays d'Afrique centrale à haut couvert forestier à mettre en œuvre l'accord de Paris sur le climat, lutter contre la pauvreté et réaliser les engagements biodiversité du cadre post-2020.

La CAFI est à la fois un fonds fiduciaire qui effectue des investissements sur le terrain et une plateforme de négociations politiques pour un dialogue et des réformes de haut niveau. Son intervention passe notamment par l'accompagnement à la mise en œuvre de Cadres Nationaux d'Investissement (CNI), qui définissent la vision et les priorités nationales des pays partenaires.

En 2019, la République centrafricaine s'est dotée d'un CNI pour la REDD+ 2020-25, dans le prolongement des engagements internationaux du pays dans la lutte contre les changements climatiques. Une assistance technique a été mobilisée par l'Agence Française de Développement (AFD), sur financement du CAFI, pour appuyer le Gouvernement centrafricain à la préparation de la mise en œuvre de ce cadre d'investissement et identifier des projets permettant d'associer le développement socio-économique local et la lutte contre la déforestation au sein de trois zones géographiques définies par le CNI : Bangui et sa périphérie, la Sangha-Mbaéré et la forêt de Bangassou.

En partenariat avec TERE et Salva Terra, l'Iram a été participant à la réalisation de 3 études de pré-faisabilité dans les régions ciblées, notamment à travers la mobilisation d'experts sur les enjeux de développement territorial, de gouvernance et de gestion décentralisée des ressources naturelles.

En République démocratique du Congo, l'Iram a également été mobilisé pour accompagner une initiative financée par le CAFI et mise en œuvre par la coopération belge (Enabel). Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre d'un contrat-cadre entre l'Iram (en partenariat avec le Ceformad, le Ciedel, et le Gret) et Enabel RDC pour accompagner l'intégration d'une approche territoriale dans le cadre de ses projets.

Dans la province de la Mongala, l'Iram a fourni un appui méthodologique aux équipes du programme d'investissement REDD+ (PIREDD-Mongala) pour la réalisation d'un Plan Provincial d'Aménagement du Territoire.

Parc National Sangha Dzanga, en RCA.



# 5

## SOUTENIR LA VIABILITÉ DE FILIÈRES PORTEUSES DE PROGRÈS SOCIAUX, ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

L'Iram travaille depuis longtemps à améliorer les conditions de production et la valorisation économique des produits agricoles et à développer des activités rurales tout le long de la filière, en amont et en aval de la production. En 2022, cette implication est restée forte en Afrique, en Asie et dans la région Pacifique.

### MADAGASCAR



- Programme d'appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives dans le centre de Madagascar (Afafi-Centre) (2020-2024).
- Partenaires : ECO Consult, BEST
- Financement : Union européenne

### BÉNIN

- Projet d'appui aux filières protéiniques au Bénin (2020-2024).
- Partenaires : APDRA
- Financement : AFD

### NIGER

- Appui au développement d'activités rurales (pôles ruraux) et au financement des filières agricoles dans les régions d'Agadez et de Tahoua au Niger (2018-2023).
- Partenaires : ECO Consult - RAIL
- Financement : AFD, Union européenne.

### BURKINA FASO

- Évaluation du Projet Gouvernance des Chaînes de valeur et Inclusion des filières niébé, lait et produits forestiers non-ligneux au Burkina-Faso (Go-In Burkina)
- Financement : GRET - AFD

### MADAGASCAR

- Étude de faisabilité du projet d'appui au développement de l'agriculture biologique à Madagascar.
- Financement : AFD.

### BÉNIN

- Étude de faisabilité du projet d'appui au développement des investissements agricoles productifs au Bénin
- Partenaire : BRLI
- Financement : AFD

### CAMBODGE, LAOS, MYANMAR

- Promotion et reconnaissance des indications géographiques (IG) au Cambodge, au Laos et au Myanmar (2020-2023).
- Partenaires : Artefact, Gret, Cirad, Certipaq
- Financement : AFD

### LAOS

- Étude de faisabilité du projet d'amélioration de l'économie verte vers un projet de chaîne de valeur de qualité, résilient au changement climatique et inclusif
- Financement : AFD

### NIGER

- Projet Nariindu : Approvisionnement durablement Niamey en lait local par les petits éleveurs au Niger (2020-2023).
- Financement : AFD, CFSI - Fondation de France, Coopération monégasque.

### RÉGION PACIFIQUE

- Élaboration de recommandations sur la gouvernance de la PoetCom et de la gestion de la norme océanique d'agriculture biologique.
- Financement : Union européenne.

### CAMBODGE

- Étude de faisabilité du projet Rad4Cam, visant à développer une approche territoriale du développement agricole et des filières pour favoriser la transition agroécologique
- Partenaires : Artefact
- Financement : AFD

## → Promouvoir le lait local au Sahel

Depuis 2008, l'Iram soutient la structuration de la filière laitière locale dans la périphérie de Niamey, au Niger. 2022 marque la dernière année de cette phase du projet, qui visait en particulier à diversifier et sécuriser les débouchés pour le lait local produit dans la région de Tillabéry.

L'Iram accompagne depuis 2008 la structuration d'une offre de produits à base de lait local à Niamey, en partenariat avec l'ONG nigérienne Karkara.

La création de plusieurs centres de collecte paysans multiservices a été accompagnée, d'abord à Hamdallaye, puis à Kollo et Namaro. Ces centres de collectes ont développé des partenariats, reliant les éleveurs pastoraux périurbains aux unités de transformation de Niamey - qui étaient rares à valoriser le lait local, en raison des difficultés d'accès au lait et de la concurrence de la poudre de lait importée. Les impacts ont été significatifs en termes d'augmentation de la production et de la collecte (+600% en 6 ans à Hamdallaye), d'amélioration de la qualité et de régularisation de l'offre.

Financé par l'AFD, la coopération monégasque et le CFSI/Fondation de France, le projet Nariindu 3 a démarré dans ce contexte, en 2020, et visait à diversifier et sécuriser les débouchés, en renforçant le travail de consolidation des partenariats en amont et en aval de la filière et en appuyant les unités de transformation industrielles de Niamey à structurer leur offre de produits laitiers à base de lait local.

Les années 2020 et 2021 ont été particulièrement difficiles pour la filière, du fait des mesures pour faire face à l'insécurité et au Covid. En 2022, les interdictions de circuler à moto - mode de transport privilégié pour la collecte de lait - ont été partiellement levées dans la région de Tillabéry, mais la période de soudure a été sévère et la saison des pluies a occasionné des précipitations intenses et inégalement réparties.

Le projet a néanmoins permis d'atteindre des résultats importants :

- Le rétablissement du niveau de collecte laitière à 250 000 litres par an en 2021 et 2022 (volumes cumulés sur les 3 centres).
- La consolidation d'un partenariat durable entre le centre de Kollo et l'entreprise Laitière du Sahel, dont les dotations par le projet en équipements de transformation industrielle doivent permettre de



Éleveur membre de la coopérative de Fetoboky (commune de Hamdallaye) en train de traire.

développer les volumes de lait local transformés.

- Le doublement des volumes collectés par le centre de Namaro entre 2021 et 2022, qui ont ensuite été en majorité transformés par l'unité de transformation artisanale de Namaro. Toutefois, le centre continue à connaître des difficultés : en raison de l'insécurité, les éleveurs sont réticents à faire transiter leurs animaux dans la zone.
- Des efforts importants portés sur la gestion administrative et financière des centres de collecte et des boutiques d'aliments du bétail, pour mettre en place les outils de suivi et de gestion par les Unions ou leurs gérants délégués.
- La poursuite d'un travail de concertation aux niveaux national et régional, avec la participation à la Plateforme régionale multi-acteurs d'appui à la promotion du lait local en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

La nouvelle phase du projet Nariindu, qui a démarré le 1<sup>er</sup> juin 2023, permettra de renforcer et prolonger ces acquis.



Activités détaillées pages 25 et 26.

## → Contribuer au renforcement de filières stratégiques pour l'alimentation, la nutrition et les revenus des ménages dans le centre de Madagascar

En 2022, l'Iram a poursuivi ses activités d'assistance technique auprès du Bureau d'Appui à la Coopération Extérieure (BACE), maître d'ouvrage, ainsi qu'aux opérateurs de projets pour le développement des filières et l'appui à la commercialisation des produits agricoles autour d'Antananarivo.

Le Programme AFAFI-Centre vise à améliorer durablement les revenus des ménages ruraux, la sécurité alimentaire et nutritionnelle (en particulier des femmes et des enfants) et la préservation de l'environnement naturel dans la zone périurbaine d'Antananarivo. Il bénéficie d'un financement de 12 millions d'Euros à travers le 11ème Fonds européen de développement (FED).

Il s'articule autour de trois axes :

- L'intensification et la diversification de la production de filières cibles (maraîchage, poulet gasy, arboriculture fruitière, lait, rizipisciculture et bois-énergie) ;
- Le renforcement de la commercialisation de produits respectueux des normes agroécologiques, de qualité et d'hygiène standards en favorisant l'accessibilité et la consommation de produits alimentaires riches en nutriments ;
- La sécurisation durable des investissements dans les secteurs agricole et bois-énergie via une certification foncière des producteurs et une gouvernance territoriale des communes améliorées dans une perspective de préservation et de bonne gestion des

Une femme artisan fabriquant des foyers améliorés.



ressources forestières (reboisement, production de charbon vert et de foyers économes).

L'opérationnalisation du Programme AFAFI Centre a été confiée à cinq consortiums bénéficiaires de subventions. Leurs activités doivent être conduites en lien étroit avec les ministères techniques concernées par les actions (en qualité de maîtres d'œuvre) : le ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, le ministère de la Pêche et de l'Economie Bleue, le ministère de l'Environnement et du Développement Durable et le ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers.

L'Iram et ses partenaires Eco-Consult et BEST apportent une assistance technique auprès du BACE, maître d'ouvrage du programme, ainsi qu'aux 5 opérateurs de mise en œuvre des projets.

En 2022, le groupement, à travers deux assistantes techniques basées à Antananarivo, a poursuivi son mandat à travers des activités d'appuis au pilotage et à la coordination du programme, au fonctionnement de son dispositif de suivi-évaluation et de capitalisation ainsi qu'à la prise en compte des questions transversales (genre, nutrition, environnement...). Des missions d'expertise court-terme ont été conduites, de même que des actions de communication et de visibilité.

Entre autres, l'assistance technique a appuyé en 2022 l'élaboration et la mise en place de plans d'action genre et de plans d'actions nutrition dans chacun des projets des opérateurs. Elle a également conduit une étude, suivie de formations, sur la production de fourrage vert hydroponique qui se révèle important pour les producteurs et productrices face au changement climatique et au foncier limité.

Les assistantes techniques du programme AFAFI-Centre interviendront lors de notre **Journée d'étude du 29 juin 2023** sur l'accompagnement des transitions agroécologiques aux Suds.

# 6 LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS LIÉES AU GENRE ET À LA JEUNESSE

En 2022, l'Iram a poursuivi ses interventions sur les jeunes rurales ainsi que sur les inégalités de genre. Souvent, ces activités s'inscrivent dans le cadre de projets relevant de nos différents axes structurants, qu'il s'agisse d'élaborer des plans d'action sur le genre ou de former des équipes à la prise en compte des enjeux spécifiques aux femmes et aux jeunes.

## FRANCE

- **Projet « Place aux jeunes ! » coordonné par Engagé.e.s et Déterminé.e.s. Capitalisation de nouvelles pratiques de mobilisation de jeunes au sein des organisations de la société civile et d'influence sur les politiques publiques.**
- **Financement : AFD.**

## BURKINA-FASO, MALI, NIGER

- **Recherche paysanne sur la jeunesse rurale dans la zone des Trois Frontières (Burkina-Faso, Mali, Niger)**
- **Partenaires : Roppa**
- **Financement : AFD (projet 3 Frontières)**

## MADAGASCAR

- **Évaluation du projet porté par FERT et mis en œuvre avec la Fifata et la Fekama « Les jeunes agriculteurs et agricultrices, acteurs de la transformation de l'agriculture familiale et du développement des territoires ruraux à Madagascar »**
- **Financement : AFD**

## GUINÉE

- **Étude sur les enjeux liés au genre dans les systèmes d'activités rizicoles en territoires de mangrove**
- **Financement : AFD (projet Saritem)**

## CAMEROUN

- **Étude d'analyse de la pérennisation institutionnelle du dispositif rénové de formation et d'insertion agricole.**
- **Financement : AFD**

## NIGER

- **Évaluations finales de projets du programme indicatif de coopération III (2016-2020) de la coopération luxembourgeoise au Niger.**
- **Financement : LuxDev.**

## RCA

- **Appui à la mise en œuvre d'un dispositif de suivi-évaluation du Projet d'appui au développement de l'apprentissage en République centrafricaine.**
- **Financement : AFD**

## BURKINA FASO ET NIGER

- **Formation des cadres et animateurs des organisations paysannes sur « genre et filières » et des acteurs des collectivités sur « genre et appui à la maîtrise d'ouvrage communale »**
- **Financement : AFD (projet 3 Frontières)**

## BURKINA FASO, MAURITANIE

- **Recherche-action « Le pastoralisme et la jeunesse pastorale au Burkina-Faso et en Mauritanie : mise à jour des connaissances et actions pour un contrat social ».**
- **Financement : FAO, ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, AFD**

## SÉNÉGAL

- **Évaluation rétrospective du projet de qualification des ressources humaines au Sénégal.**
- **Financement : AFD**

## AFRIQUE

- **Appui-conseil pour l'élaboration du dispositif de suivi-évaluation du projet « Connexions citoyennes II » et sa mise en œuvre en Afrique.**
- **Financement : Agence française de développement des médias (CFI).**

## MAURITANIE

- **Étude sur l'évolution des rôles des femmes dans la transhumance en Mauritanie**
- **Financement : UE (projet Copco)**



Activités détaillées pages 28 et 29.

## → Appui au dispositif rénové de formation et d'insertion agricole au Cameroun

En 2023, l'Iram a soutenu le dispositif de rénovation de formation et d'insertion agricole au Cameroun en contribuant à l'analyse institutionnelle et prospective accompagnant la pérennisation de ses fonctions.

Dans le cadre du Contrat de désendettement et de développement (C2D), le Gouvernement du Cameroun, à travers le ministère de l'Agriculture et du développement rural et le ministère de l'Élevage, des pêches et des industries animales a entrepris, depuis 2008, la rénovation du dispositif national de formation et d'insertion professionnelles du secteur agropastoral et halieutique.

Le programme d'Appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches (AFOP) vise à contribuer à l'emploi des jeunes et à la croissance inclusive et durable des territoires ruraux au Cameroun. Deux phases ont permis l'émergence d'un dispositif expérimental sur l'ensemble du territoire national. L'Iram est engagé, depuis la phase 2 du programme, dans des travaux relatifs au dispositif de suivi-évaluation du programme AFOP et dans

Le centre de formation de Baré Bakem est un centre privé, créée en 2007 et spécialisée sur les filières traditionnelles (couture, hôtellerie, restauration, informatique, esthétique...). Il intègre le dispositif AFOP en 2018.



l'introduction de modules d'éducation financière dans le cursus de formation.

La troisième phase (en cours depuis 2017) a pour objectif de consolider les acquis du programme et d'accompagner, d'ici 2023, les acteurs engagés dans le dispositif (Etat, territoires), à pérenniser les fonctions du dispositif rénové.

Ce processus de pérennisation repose sur de nombreux acquis accumulés depuis une douzaine d'années par le dispositif AFOP. Plus de 16 000 jeunes, dont un tiers de femmes, ont ainsi déjà été formés aux métiers agropastoraux et halieutiques. L'analyse d'impact socioéconomique du dispositif justifie amplement les efforts de pérennisation de ses fonctions.

L'étude d'analyse organisationnelle et prospective de la pérennisation institutionnelle du dispositif rénové de formation et d'insertion agricole au Cameroun s'est déroulée en 2022. Elle visait à documenter, sur la base d'un diagnostic du cadre institutionnel, des principaux acteurs et organes impliqués dans le dispositif rénové, la construction de scénarii pour la rénovation du cadre institutionnel et organisationnel du dispositif. Ce cadre doit permettre, après son approfondissement par les acteurs, d'organiser le transfert des fonctions actuellement assurées par le programme AFOP en matière de pilotage, d'animation et de financement du dispositif de formation. L'objectif étant ainsi de pérenniser et poursuivre le renforcement et le développement du dispositif national de la formation professionnelle agricole.

L'étude a été réalisée en co-construction entre la Coordination nationale AFOP et des expertes et experts mis à disposition par le dispositif d'enseignement professionnel du ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire français, l'institut Agro Montpellier et l'Iram. Le scénario qu'elle a permis de dégager a pris en compte les réformes récentes de la formation professionnelle ainsi que les nouvelles compétences des collectivités territoriales au Cameroun. L'étude a été discutée à Yaoundé durant un atelier de haut niveau en octobre 2022.

## → Étudier le rôle des femmes dans la transhumance



**Comment la réduction de la mobilité familiale impacte-t-elle le rôle des femmes dans les systèmes d'élevage transhumant ? Quelles sont pour elles les difficultés et opportunités liées à ces évolutions ? Ces questions étaient au cœur d'une étude menée dans le cadre du projet Rimrap Copco en Mauritanie.**

L'Iram s'efforce d'intégrer le traitement des questions liées au genre dans les différentes dimensions et thématiques de son action. Cette approche prend en compte la différenciation selon le genre dans les domaines d'intervention (agricole, pastoral, rural, urbain...) et selon les secteurs d'activité (filières, microfinance...) et conjugue les inégalités de genre aux autres formes d'inégalités (économiques, sociales, intergénérationnelles).

En 2022, cette intervention s'est matérialisée dans le cadre de plusieurs projets, qu'il s'agisse d'élaborer des plans d'action sur le genre, de former des équipes à la compréhension et à l'intégration des problématiques liées au genre ou encore de mener des études permettant d'affiner la connaissance de certains contextes et enjeux.

L'une de ces études, réalisée en novembre 2022 en Mauritanie dans le cadre du projet Rimrap Copco, visait à étudier le rôle des femmes dans la transhumance. L'étude s'est principalement intéressée à la répartition des tâches selon le sexe et la période de l'année mais également entre les différentes générations et l'enjeu de transmission des savoir-faire.

Des 12 femmes interrogées, 11 sont déjà parties en transhumance et seulement 2 continuent à partir régulièrement. Il apparaît aussi que les jeunes filles ne partent plus et que les garçons partent plus tard. Cette sédentarisation des familles au village pourrait permettre d'améliorer la scolarisation des enfants (et spécialement des filles), les possibilités d'aménagement agricole et le développement d'activités génératrices de revenus. L'étude a aussi montré que la charge de travail des femmes alors que les hommes sont partis avec les troupeaux reste globalement la même, les femmes ayant toujours la charge des enfants et de la sécurité alimentaire du foyer.

La mission était accompagnée d'un photographe afin de faire des portraits des femmes, rarement mises en avant dans les projets liés à l'élevage. Ces portraits, ainsi que ceux réalisés dans le cadre d'une autre étude portant sur l'analyse de la pratique des médiateurs locaux qui jouent un grand rôle dans la prévention et le règlement des différends qui interviennent dans l'accès aux ressources naturelles, figurent dans une Exposition nomade inaugurée le 16 mars 2023 à Nouakchott. Née de la volonté de mettre en lumière les visages d'hommes et de femmes au cœur des changements à l'œuvre dans les espaces et les sociétés agro-pastorales au Sahel, cette exposition sera exposée à Paris, Montpellier et Grenoble en 2023. L'objectif étant que ces lieux ne soient que le début d'un itinéraire plus important.

# 7 APPUI AUX STRATÉGIES ET INSTRUMENTS DE COOPÉRATION

Depuis le début des années 2000, l'Iram s'investit régulièrement dans des évaluations et accompagnements des stratégies de coopération de différents types de structures. En 2022, ces activités ont surtout concerné l'appui à des collectivités territoriales françaises pour leur politique de coopération.

## FRANCE

- Appui à la définition d'un parcours d'accompagnement des Collectivités territoriales françaises dans le cadre des projets financés par la FICOL de l'AFD
- Financement : AFD

## FRANCE / GUINÉE

- Évaluation externe du programme de soutien à la gouvernance locale auprès des collectivités territoriales de la préfecture de Boffa en Guinée
- Partenaire : EVALDEV
- Financement : Département de Charente Maritime, MEAE

## FRANCE

- Accompagnement à l'élaboration des stratégies Relations internationales de Collectivités territoriales françaises dans le cadre du dispositif DCOL (Département de Meurthe et Moselle, Entente interdépartementale des Causses et Cévennes et Ville et Euro métropole de Strasbourg)
- Financement : Collectivités accompagnées, CUF, AFD, Caisse des dépôts



Guinée.

## → Accompagner et évaluer l'action internationale des collectivités françaises

En matière de soutien à l'action internationale des collectivités, l'Iram est intervenu en 2022 dans le cadre de plusieurs missions d'évaluation et d'accompagnement, auprès de l'AFD, du Département de Charente Maritime et du Département de Meurthe-et-Moselle.



La nouvelle stratégie en matière de coopération et de solidarité internationale du Département de Meurthe-et-Moselle, dont l'élaboration a été accompagnée par l'Iram, a été adoptée fin 2022.

L'Iram a été jusqu'en 2016 opérateur de projets de coopération décentralisée : au Niger pour la Région Picardie et au Maroc pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Actuellement, l'Iram accompagne ce type particulier de coopération dans le cadre de missions d'appui-conseil.

En 2022 a ainsi notamment été réalisée une **évaluation** du Programme de soutien à la Gouvernance locale, mené par le Département de Charente Maritime en Guinée auprès des collectivités de Boffa, entre 2016 et 2021. Financé par la Délégation à l'action extérieure des collectivités françaises du ministère des Affaires étrangères, ce programme a porté sur 1) le renforcement des capacités des collectivités dans le cadre de la décentralisation, 2) le soutien au développement économique local, 3) le désenclavement, 4) l'éducation à la citoyenneté

et la solidarité internationale. L'évaluation conduite par l'Iram, structurée autour des critères d'évaluation OCDE, a permis de faire des recommandations pour la suite.

Toujours en 2022, l'Iram a aussi appuyé la définition d'un parcours d'accompagnement des collectivités financées par la FICOL de l'AFD (mécanisme de financement des projets mis en œuvre par des collectivités françaises et leurs partenaires au Sud). Fin 2021, le portefeuille du FICOL comprenait environ 80 projets, portés par 54 collectivités différentes. Dans le cadre de cette prestation, il s'agissait :

- D'amener les collectivités à formuler leurs attentes en termes d'accompagnement ;
- D'identifier les outils et dispositifs d'accompagnement existants et documenter les modalités et conditions d'accès à ces outils ;
- De formuler des recommandations en vue de développer un parcours d'accompagnement complémentaire.

Cet appui a également abouti à la production d'un « guide-ressources » répertoriant les outils et les dispositifs proposés par les différents acteurs.

Autre type d'action menée par l'Iram dans ce domaine, le Département de Meurthe-et-Moselle a demandé à être accompagné dans l'élaboration de sa stratégie Relations internationales. Validée en Assemblée plénière en octobre 2022, elle identifie notamment des thématiques et des géographies prioritaires pour le Département, en lien avec ses politiques et priorités, et en concertation étroite avec l'écosystème départemental actif à l'international. L'accompagnement fourni par l'Iram s'inscrivait dans le cadre du dispositif d'appui aux collectivités (DCOL) développé en 2018 par Cités Unies France, avec ses partenaires institutionnels et financiers (AFD notamment).

Dans le cadre de ce dispositif, l'Iram a, par ailleurs, accompagné l'élaboration en 2021 de la stratégie Relations internationales de la Ville d'Orléans, et a démarré fin 2022 des appuis à l'Entente interdépartementale des Causses et Cévennes, ainsi qu'à la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

# Rapport financier

L'Iram a poursuivi en 2022 la mise en œuvre de nombreux projets de développement, notamment sur financement de l'Agence française de développement et de l'Union européenne.

Cette activité, en forte croissance, associée à un maintien du chiffre d'affaires des prestations au cours des dernières années, permet à la structure d'atteindre un volume d'activité de près de 12 millions d'euros.

Le résultat est positif, avec 183 000 €. Ces ressources, non distribuées, permettent de renforcer les fonds propres de l'Iram ce qui facilitera le financement des investissements prévus en 2023. La situation financière est saine.

*Les comptes de l'Iram ont été certifiés par le cabinet de commissariat aux comptes Doucet, Beth & Associés.*

## Bilan groupe IRAM en euros

Actif immobilisé	565 869
Clients et comptes rattachés	898 441
Autres créances	11 410 887
Trésorerie	4 840 076
Charges constatées d'avance	55 413
<b>Total actifs</b>	<b>17 770 686</b>

Fonds associatifs	434 079
Réserves et report à nouveau	2 589 088
Résultat	183 259
Fonds propres	3 206 426
Provision pour risque	375 409

Dettes et fournisseurs rattachés	2 296 484
Dettes fiscales et sociales	1 037 105
Autres dettes	3 887 023
Produits constatés d'avance	6 968 239
<b>Total passifs</b>	<b>17 770 686</b>

## Compte de résultat en euros

Production de services	11 630 492
Autres produits liés exploitation	34 953
Frais liés aux opérations	8 634 869
<b>= Marge brute</b>	<b>3 030 577</b>

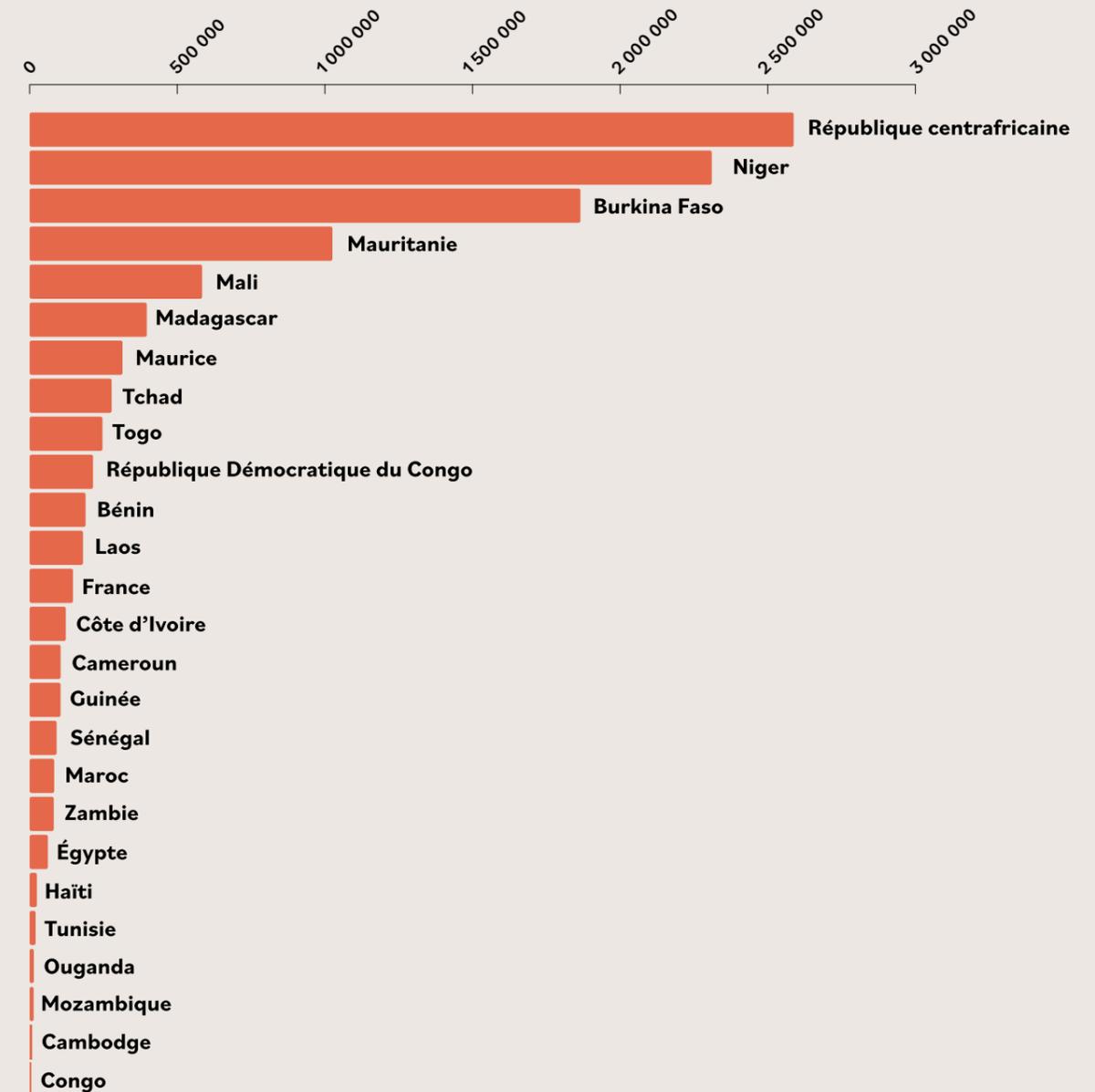
- Frais généraux	473 677
- Salaires	2 390 136
- Impôts et taxes	29 063
<b>= Excédent brut d'exploitation</b>	<b>137 701</b>

+ Produits et charges divers	4 607
- Dotation aux amortissements	32 913
- Dotation aux provisions	12 246
<b>= Résultat brut d'exploitation</b>	<b>97 149</b>

+ Produits et charges divers	4 607
- Dotation aux amortissements	32 913
- Dotation aux provisions	12 246
<b>= Résultat brut d'exploitation</b>	<b>97 149</b>

+ Résultat financier	283
+ Résultat exceptionnel	- 709
- Impôts sociétés	- 86 536
<b>= Résultat net</b>	<b>183 259</b>

## Volume d'activité par pays



## Répartition du budget par métier



## Origine des financements



# Sources de financement et partenaires

## NOS SOURCES DE FINANCEMENT

- Agence belge de développement
- Agence centrafricaine pour la formation professionnelle et l'emploi
- Agence française de développement
- Agence française de développement des médias
- Agence Luxembourgeoise pour la Coopération au Développement
- AgroParisTech
- Association française pour l'eau, l'irrigation et le drainage
- Banque mondiale
- Caisse des dépôts
- CCFD-Terre Solidaire
- Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères France
- Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes France
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
- Cités unies France
- Comité français pour la Solidarité Internationale
- Comité inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel
- Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
- Coopération monégasque
- Coopération suisse
- Coordination Sud - Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel
- Département de Charente Maritime
- Département de Meurthe-et-Moselle
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
- Direction de l'agriculture de Polynésie française
- École supérieure d'agro-développement international
- Entente interdépartementale des Causses et Cévennes
- European Forest Institute
- Expertise France
- Fondation Bill & Melinda Gates
- Fondation de France
- Fonds Bêkou, Union européenne
- Fonds des Nations unies pour l'enfance
- Gret
- Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme
- Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale
- Max Havelaar France
- Ministère de l'Agriculture et du développement rural du Cameroun
- Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales du Cameroun
- Ministère de l'Élevage et des Productions animales - Tchad
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France
- Nam Theum Power Company

- Réseau Bilital Maroobé
- Réseau FAR
- Organisation de coopération et de développement économiques
- Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
- Prodig (CNRS/IRD)
- Programme alimentaire mondial
- Plateforme pour la gestion des risques agricoles / Fonds international pour le développement agricole
- Sciences Po Paris
- SOS Faim Belgique
- Union européenne
- Ville d'Orléans
- Ville et Eurométropole de Strasbourg

## NOS PARTENAIRES

- Action contre la faim
- ADE
- ADICOR
- AEDA Consult
- AGER
- AFCI
- Agronomes et vétérinaires sans frontières
- AgroParisTech
- APDRA
- AquaDeD
- Arte-Fact Development & Agri-Food Consulting
- Association des organisations professionnelles paysannes du Mali
- Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane
- Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger
- Au Secours
- BRLI
- Bureau d'expertise sociale et de diffusion technique
- Bureau Issala
- Care International
- CARI
- Ceformad
- Centre d'études et de recherches sur le développement international
- Centre international d'études pour le développement local
- Cerfrance
- Certipaq
- Cirad
- Collectivités territoriales du Sahel (C3 Sahel)
- Comité de coopération avec le Laos
- Crédit rural de Guinée
- Croix-Rouge française
- CROSE
- Échelle - Appui au développement
- Éco Consult
- Écodev Conseil
- Éval-Dev
- Fédération des Paysans du Fouta Djallon
- Fédération des Unions de groupements paysans du Niger (Mooriben)

- Gemdev
- Gerson Lehrman Group
- GNAP
- GRADD
- GRAMIR
- GRDR
- Gret
- Horus
- Hub rural
- IGIP Afrique
- Inades Formation
- Initiatives développement
- Institut des régions chaudes
- Institut national de la recherche agronomique du Niger
- Insuco
- Inter-Archi
- Inter-réseaux Développement rural
- Institut de recherche pour le développement
- Istom
- Iteca
- Karkara
- KeyAid Consulting
- Kinomé
- Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale
- Laboratoire d'économie rurale et de sécurité alimentaire de l'université de Bangui
- Landell Mills
- Marmelade
- Nitidae
- Nodalis
- Norwegian Refugee Council
- Nodalis
- Nyéta Conseil
- Oxfam Intermón
- Pem Consult
- Prospect
- Ramboll
- Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre
- Réseau Bilital Maroobé
- Réseau d'appui aux initiatives locales
- Réseau des chambres d'agriculture du Niger
- Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest
- Réseau FAR
- SalvaTerra
- Sciences Po Paris
- Sevea
- SHER
- SOS Faim Belgique
- Sud Conseil
- Tenmiya
- TEREa
- ThinkPlace
- Université Cheikh Anta Diop de Dakar
- Université de Lille 1
- Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Université de Rennes 1

# Nos dernières publications

## Rapports de recherche et articles dans des revues scientifiques et techniques

BICHARD, A., (2022), *Se nourrir en ville au Sahel : Étude des pratiques d'alimentation des femmes et jeunes enfants à Ouagadougou, Niamey et Bamako*, Éditions du GRET, Nogent-sur-Marne, 170 p.

BONNET, B., (2022), *Renforcer les complémentarités plutôt que la partition des espaces*, Afrique contemporaine, vol. 2, n°274, p. 179186.

BONNET, B., (2022), *Élevage pastoral et environnement : des impacts réciproques sujets à controverses*, Grain de sel, vol. 8283, p. 3.

IRAM, LARES, ISSALA, 2022, *Quels scénarii d'évolution pour les systèmes d'élevage mobiles à l'horizon 2040 ?* Note de synthèse sur la problématique élevage en Afrique de l'Ouest, Commission de la CEDEAO, 35 p.

MAGNANI, S. & BONNET, B., (2022), *Pour la sécurisation du commerce du bétail confronté à l'insécurité*, Afrique contemporaine, vol. 2, n°274, p. 157162.

PETIT-ROULET, R., (2023, février 20), *Entre passivité, négociation et diffusion : rôles des orpailleurs mobiles dans la gouvernance des ressources en Guinée*, Recherches-Ressources.

RIGOURD, C., (2022), *Modèle agricole et modèle de conseil agricole en Afrique de l'Ouest : pour une double rupture*, Grain de sel, n°8283, p. 4445.

## Communications dans des ateliers, séminaires et congrès

BONNET, B., (2022, octobre 5-7), *Problématiques d'accès aux ressources pastorales et sécurisation du foncier pastoral dans le cadre des politiques foncières en Afrique de l'Ouest*. Des solutions agroécologiques pour inspirer la transition. Présenté dans le cadre de Désertif'actions 2022 - Sommet international de la société civile.

BONNET, B., (2022, octobre 5-7), *Pastoralisme et agro-écologie : en quoi les systèmes pastoraux sahéliens pourraient-ils être considérés comme des systèmes d'élevage agro-écologiques ?* Des solutions agroécologiques pour inspirer la transition. Désertif'actions 2022 Sommet international de la société civile.

PETIT-ROULET, R., (2023, janvier 19), *Mécanisation de l'orpaillage et enjeux de gouvernance minière en Guinée* Présenté au Séminaire GEMDEV : Exploitation minière au sud : les relations entre les artisans mineurs, l'État et les sociétés minières.

PETIT-ROULET, R., (2023, janvier 30), *Les mobilités d'orpaillage en Guinée : révélateurs des inégalités*, élargissement des possibles Présenté aux Doctoriales PRODIG.

DESSERTINE, A. & PETIT-ROULET, R., (2022, juin 28), *Rester ou devenir agriculteur/orpailleur : complémentarité et compétition entre orpaillage et agriculture en Guinée et en Côte d'Ivoire* Présenté aux Rencontres des Études Africaines en France.

DOLIGEZ, F., LAMBERT, A. & ERCEAU, J., (2022, septembre 23), *Histoire et mémoires des pratiques de développement au prisme de l'Institut de recherche et d'application des méthodes de développement* Présenté au Global Research Institute of Paris - Séminaire « Archives du développement ».

PETIT-ROULET, R., (2022a, février 18), *Diversité et rôles des mobilités d'orpaillage dans un territoire agricole non minier en Guinée* Présenté au Séminaire PRODIG : Exploitation de l'or et développement des territoires en Afrique de l'Ouest et au Sahel au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

PETIT-ROULET, R., (2022b, juillet 19), *Entre passivité, négociation et diffusion : rôles des orpailleurs mobiles dans la gouvernance des ressources en Guinée* Présenté au Congrès de l'Union Géographique Internationale.

PETIT-ROULET, R., (2022c, juillet 19), *Entre rester, partir pour revenir et quitter le village : rôles des mobilités d'orpaillage sur les régions agricoles non-minières en Guinée* Présenté au Congrès de l'Union Géographique Internationale.

## Mémoires et rapports universitaires

DAMIEN, G., DEMOISY, E., PETIT-ROULET, R. & DOLIGEZ, F., (2022), *Analyse-diagnostic du système agraire de Rangiroa, archipel des Tuamotu Polynésie Française : Note de synthèse des mémoires de stage* (Mémoire ingénieur), Angers, Istom, 77 p.

GEENENS, A.-V., NAIKEN, N. & PINAULT, M., (2022), *Retour réflexif sur la période de l'animation rurale et féminine au Niger entre 1962 et 1975 par l'Iram et ses influences sur les voies de développement* (Rapport Atelier professionnel - M2 DynPED), Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Université de Paris, 81 p.

# iram

## **Comité éditorial :**

Henri Leturque, Liora Stührenberg

## **Crédits photographiques :**

Iram

## **Création graphique et mise en page :**

Clémentine Hède et Constance de Williencourt

## **Impression :**

Juin 2023 (Imprimerie Bedu, Gouvieux)

L'IRAM EST MEMBRE DE :

